

QUELQUES RÉACTIONS ANTIFASCISTES À L'ACTUALITÉ ANTISÉMITTE DES ANNÉES 2010

articles parus initialement sur les sites:

<http://www.memorial98.org>

<http://operationpoulpe.blogspot.com>

<http://info-antiraciste.blogspot.com/>

Faurisson : un procès de pure forme ?

21 juin 2015

parution initiale:

<http://www.memorial98.org/2015/06/faurisson-un-proces-de-pure-forme.html>

Robert Faurisson, Dieudonné, et Frédéric Châtillon. Cette semaine, Robert Faurisson passait en procès pour ses déclarations négationnistes à propos de la Shoah dans le film «*Un homme*», hagiographie réalisée par Paul-Eric Blanrue et diffusée initialement par Marc Georges (voir plus bas à propos de ces personnages), sur le site d'extrême-droite «*Medialibre*», il y a déjà quatre ans.

Le film est accessible en deux clics puisqu'il est disponible sur YouTube. Si l'on cherche à s'informer sur le procès en tapant «*Faurisson*» dans Google Actus, on tombera immédiatement, outre la référence au compte-rendu d'audience publié par le Monde, sur le même site Medialibre, référencé comme «*actualité*» par Google, et sur le site de «*publication libre*» Agora Vox, qui relaie un article antisémite sur le sujet.

Aussi bien, beaucoup d'intellectuels méconnus, de chercheurs sérieux et ignorés du grand public aimeraient-ils souffrir de la même «*censure*» et des mêmes «*persécutions*» que le néo-nazi Faurisson et ses soutiens.

Faurisson passe certes en procès mais ceux-ci ne servent pas à grand-chose. Non seulement parce qu'ils sont menés en proportion une fois sur cent propos négationnistes et parce qu'ils se tiennent quatre ans après les faits. Mais aussi parce qu'ils semblent souvent traités par les procureurs et les juges comme une affaire de «*routine*». Ainsi à propos d'«*Un homme*», le procureur a-t-il uniquement requis six mois de prison avec sursis (le «*blogueur néo-nazi*» Boris Le Lay à l'audience pourtant bien plus faible vient d'être condamné à 6 mois de prison ferme). La première condamnation de Faurisson à de la prison avec sursis remonte à 1981, pour des propos tenus sur Europe1. Sa dernière condamnation date du 3 octobre 2006. Robert Faurisson n'a jamais été incarcéré, ses sursis n'ont jamais été révoqués, alors même que l'ensemble de son activité consiste à récidiver en réitérant les mêmes propos, à la ligne près, sans interruption, par ses écrits, ses vidéos et ses enregistrements audio.

Quant aux amendes, nul ne sait, à part le Trésor Public, si Faurisson les paie, ou si comme son grand complice et ami Dieudonné il s'en abstient pendant des années sans encombrer. Quand bien même il les paierait, ce serait avec sa retraite de l'Enseignement Supérieur. Robert Faurisson non seulement n'a jamais été révoqué de l'Éducation nationale, mais de plus, il a pu exercer le métier de propagandiste néo-nazi et négationniste à plein temps. Son salaire de détaché, à sa demande, au Centre national de télé-enseignement, ne comportait aucune activité effective d'enseignement. En 1980, il a aussi bénéficié d'une mesure collective de reclassement qui lui donne le grade de professeur.

On pourrait se consoler en se disant que les très rares procès qui lui sont intentés permettent au moins de combattre ses idées. Il suffit de lire l'article du Monde consacré au dernier en date, pour voir que ce n'est pas le cas. L'article comporte sept paragraphes dont trois sont consacrés à la reprise sans commentaire des propos négationnistes du militant d'extrême-droite. Un paragraphe décrit la plaidoirie de sa défense. Sur les trois restants, deux sont une présentation factuelle de l'audience, et un seul décrit les réquisitions du

procureur. La majorité de l'article est donc la reprise des propos que le négationniste souhaite voir diffusés à la plus grande échelle possible. Le Monde a jugé cela plus pertinent que d'interroger des historiens du négationnisme ou des victimes des mensonges de Faurisson, survivantEs du génocide. Ce faisant, non seulement le journal reproduit des propos négationnistes, mais il donne même l'occasion à Faurisson de poser en travailleur acharné et prolixe, puisque sont retranscrits ses propos sur les innombrables « volumes » qu'il aurait écrit.

Or comme l'explique très bien l'historienne Valérie Igounet dans son excellente biographie du négationniste, les écrits de celui-ci sont la sempiternelle reprise des mêmes élucubrations, des redites perpétuelles, la répétition en boucle de quelques pseudo-arguments. Il n'y a jamais eu d'« ouvrage définitif » pourtant annoncé par Faurisson depuis vingt ans. On est confronté à une succession d'articles qui renvoient à des articles exactement semblables. Et il suffit d'aller voir son blog, puisqu'il est accessible, pour constater que beaucoup d'entre eux ne sont que de longues tartines à peine lisibles consacrées aux prétendus « complot » contre Faurisson, à des charges interminables contre les combattants anti-négationnisme. Charges dont le niveau peut se mesurer à l'une de ses dernières republications d'un « article » contre Valérie Igounet: Faurisson ne trouve pas mieux que de répéter plusieurs fois, très fier de cette trouvaille, qu'il la surnomme, comme son acolyte Paul-Eric Blanrue, « Zigounette ».

Voilà le niveau des « volumes » faurissoniens, dont Le Monde se fait complaisamment l'écho. De plus le journal omet très étrangement de citer Paul-Eric Blanrue, réalisateur du documentaire incriminé, tout comme son diffuseur Marc George, ancien du FN et fondateur d'Égalité et Réconciliation avec Alain Soral. Pourquoi cette anonymisation des camarades de Faurisson ? Il y a certes des pays européens où les médias font le choix de ne citer aucun nom lorsqu'ils évoquent les condamnations pour négationnisme, afin de ne pas faire de publicité à ces néo-nazis mais ce n'est certes pas le cas du Monde. Celui-ci fut en effet le principal responsable de la médiatisation de Faurisson dans la presse en publiant le 29 décembre 1978 sa tribune intitulée: « Le problème des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz ». Le quotidien y est revenu sous forme d'autocritique en mai 2014, sous une forme anecdotique et superficielle, mais continue aujourd'hui à lui offrir des citations in extenso de sa propagande.

Cette anonymisation partielle, visant les co-inculpés du procès, Blanrue et Marc George, a au moins une conséquence délétère: elle efface l'existence d'une mouvance négationniste inter-générationnelle, en ne laissant entrevoir que l'image d'un homme de 86 ans, dont on peut ainsi penser qu'il appartient au passé. Citer Marc George, c'est rappeler le réel des liens entre le Front National et les négationnistes, qui passent d'ailleurs aussi par Frédéric Chatillon, proche de Marine Le Pen et dont les photos avec Faurisson sont trouvables en un clic (voir notamment l'illustration de cet article). Citer Blanrue, c'est citer non pas un obscur et inconnu néo-nazi, mais un militant d'extrême-droite de toujours, antisémite acharné, qui n'en fut pas moins journaliste à Historia et même ailleurs. En 2013, soit deux ans après la diffusion de son film sur Faurisson, il écrivait encore pour Le Point. Et citer Blanrue, c'est aussi citer un « essayiste » dont la bouillie antisémite fut parfois défendue comme ouvrage à lire, jusque dans les colonnes d'un blog de journaliste du Monde Diplomatique, comme ce fut le cas pour « Sarkozy, Israël et les Juifs », lorsque Blanrue avait inventé une prétendue censure de l'ouvrage.

Les conditions et le contexte du procès de Faurisson et de ses acolytes démontrent donc une nouvelle fois l'inanité dangereuse des débats innombrables, malheureusement tenus aussi dans le camp progressiste, sur le combat contre le négationnisme. Depuis des années, la seule question posée est celle des «limites à la liberté d'expression en général» qui auraient été amenées par les lois de lutte contre le négationnisme. Or le négationnisme s'exprime en réalité en toute liberté, et pire, les rares séquences judiciaires, bien loin de mettre un frein à cette expression sont, en raison de l'incurie médiatique (voire de la complaisance), une occasion de diffuser un peu plus de propagande.

La seule question d'actualité est donc évidemment celle-ci: quand se décidera-t-on à réprimer le négationnisme ?

Nazi Rock à La Rochelle.

samedi 6 juillet 2013

parution initiale:

<http://operationpoulpe.blogspot.com/2013/07/nazi-rock-la-rochelle.html>

« Encore une fois: les mots ont l'intention qu'on souhaite leur donner. S'ils veulent trouver de l'antisémitisme dans cette pièce en sortant les propos de leur contexte, sans prendre en compte l'intégralité du texte, la façon de jouer et la mise en scène, ils trouveront de l'antisémitisme. Mais ils peuvent par les mêmes mécanismes trouver de l'anti-chinois, de l'anti-pauvre, de l'homophobie, de la misogynie et bien d'autres intentions nauséabondes. »

**Extrait de la tribune publiée par les étudiants ayant monté
« Une pièce sur le rôle de vos enfants dans la reprise économique mondiale »**

Le film *l'Antisémitisme* de Dieudonné repose tout entier sur une mise en abîme: Dieudonné se joue lui-même en train de tourner un film où il joue le rôle d'un antisémite fanatique.

L'antisémitisme s'y décline donc au premier et au second degré, et l'on peut parler d'art fasciste, dans la mesure où le rire nihiliste et mortifère y est plutôt bien mis en scène: dans le monde cauchemardesque du film, tout se vaut, chaque personnage se vautre dans la fange, s'adonne à des vices divers et variés, et n'exhale que la haine, le malaise et les faux semblants. Dieudonné ne s'y épargne pas lui-même, se jouant en alcoolique autoritaire et obsédé, qui interprète un autre antisémite obsédé. Dans ce cloaque où les Juifs sont incarnés par les caricatures classiques de la rhétorique antisémite, les bourreaux dont Faurisson, qui joue son propre rôle, et Ahmed Moualek qui incarne un conspirationniste assassin sont au fond absous de tout, puisqu'ils sont certes peu sympathiques, mais toujours plus que leurs victimes.

Sans nul doute, c'est ce type de « performance artistique » que les étudiants de La Rochelle avaient en tête avec leur metteuse en scène lorsqu'ils ont créé leur « oeuvre » intitulée « Une pièce sur le rôle de vos enfants dans la reprise économique mondiale » dont ils affirment aujourd'hui le haut niveau de l'humour « second degré ». Le scénario en est fort simple: une multinationale dirigée par l'héritière d'une dynastie juive achète aux parents la vie future de leurs enfants en échange d'une somme versée immédiatement.

Peut-être ces étudiants ont-ils vu *l'Antisémitisme*, peut-être comme des dizaines de milliers d'autres jeunes gens de leur âge et de leur statut social, sont-ils des spectateurs hilares de Dieudonné, oscillant sans cesse entre le déni de leur antisémitisme et l'obsession anti-juive. Peut-être pas, car Dieudonné n'est que la synthèse la plus aboutie d'une culture à la fois politique et artistique qui s'est répandue comme une traînée de poudre ces dernières années. Celle du néo-fascisme triomphant, faite à la fois d'une incapacité totale à la critique et au combat contre le monde tel qu'il est et les véritables dominations qui le structurent et d'un renversement victimaire total, où l'ensemble des dominés devient le bouc émissaire haï et fantasmé, responsable de l'échec social des uns et des autres.

Incapacité totale à la critique du monde tel qu'il est: dans la pièce des étudiants de La Rochelle, il y a toutes sortes de dominés, des chômeurs, des salariés de la couche moyenne, des prostituées, des cadres moyens, tous décrits comme sales, imbéciles, veules, vulgaires, vénaux. Il n'y a que deux dominantEs au pouvoir absolu: la maîtresse du monde juive et le mafieux italien, pour résumer, l'Oligarchie mondialiste et la société criminelle plus ou moins secrète. Pas de patrons ordinaires, pas de flics, pas de juges, une et une seule multinationale doublée d'une pègre caricaturale...et étrangère au pays dans lequel se déroule la pièce. ...

A vrai dire les étudiantEs ont raison d'une certaine manière lorsqu'ils affirment pour se défendre que leur oligarchie dévoreuse d'enfants aurait pu ne pas avoir un nom juif et que cela n'eut rien changé au message de la pièce: en effet, l'antisémitisme est une manière de voir le monde, une théorie mensongère destinée à masquer la domination de classe en substituant à la réalité de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, le fantasme d'une minuscule élite surpuissante corrompant un système économique et social sain par nature. Nos étudiants ne réalisent que l'énième personnalisation d'un mal fantasmé, qui transformerait le chouette monde capitaliste en cloaque infernal. Si la méchante Financière Juive n'existait pas, nous dit la pièce, alors le stagiaire serait titularisé, l'intellectuel rêveur serait reconnu à sa juste valeur par un poste à l'Université, et l'intermittent du spectacle aurait ses heures. Car ces trois personnages de la pièce sont les seuls (avec le cuisinier nazi, nous y reviendrons plus tard) à être présentés sous un jour à peu près humain, avec lesquels on est invités à compatir un peu: pas étonnant, puisqu'il personnifient la catégorie sociale à laquelle appartiennent les auteurs de la pièce, ces « intellos précaires » qui furent autrefois la classe moyenne et qui aujourd'hui sont empêtrés dans la nostalgie réactionnaire du bon capitalisme de papa, celui qui assurait aux étudiants de La Rochelle un bon poste et un bon salaire.

C'est fini, alors la rancoeur de nos étudiants explose et se cherche des responsables, dans une imitation assez transparente du style célinien: les prolos, incultes, vicieux et puants qui pullulent dans leurs logis dégueulasses, la génération des parents de nos étudiants, incarnée par ce couple qui accepte de vendre son enfant aux Juifs pour se payer des vacances au soleil, allégorie transparente de l'argument mille fois rebattu par la droite et l'extrême-droite contre les prolétaires se battant pour leurs retraites et qui seraient coupables de faire peser la dette sur leurs enfants, les étrangers, comme cette Chinoise sans papiers qui n'est pas digne de la moindre solidarité puisqu'elle souhaite uniquement être riche et se faire sa place au soleil, au besoin sur le dos des prolos locaux.

Comme ce défilé de rancoeurs misanthropes est au fond assez laid et egoïste, et traduit surtout une incapacité à la moindre solidarité collective, seule capable d'engendrer un rapport de forces défavorable au capitalisme, nos étudiants en viennent forcément au délire antisémite, seul capable de travestir le conservatisme et la lâcheté en combat contre les puissants: pour faire passer le vomis qu'on vient de déverser sur les faibles, on invente un monstre ultime, l'Oligarque juive. Tiens au fait pourquoi une femme? Tout simplement, parce que cela sert à introduire un petit discours rageur contre le féminisme, caricaturé en remplacement des élites par d'autres élites plus politiquement correctes, discours qu'on étend aux minorités en général, avec une pique contre les « présidents noirs ».

De même, les homosexuels et le mariage pour tous en prennent pour leur grade: lorsque la méchante financière juive parle de son activité de vente d'enfants, elle ne manque pas

d'évoquer (page trente) le client homo qui ne voulait que des petits enfants thaïlandais, dont l'un avec qui il se marierait ensuite. Le complot judéo-gay pour détruire la civilisation tant évoqué ces derniers mois se devait d'être évoqué.

Comme on le voit, toutes les cibles de l'extrême-droite sont donc présentes dans la pièce, toutes ses rhétoriques, mais c'est bien l'antisémitisme qui permet de les structurer dans un tout cohérent, et d'engendrer l'habituel discours d'inversion victimaire : « Nous tapons sur les femmes, les immigrés, les pauvres qui puent, les étrangers mafieux qui viennent voler les enfants (des Italiens ...ou des Roms ?), les homosexuels qui veulent des enfants pour les consommer, mais nous ne sommes pas des dominants, contrairement aux apparences, nous sommes des étudiants rebelles car si nous dénonçons les faibles, c'est qu'en réalité, ils ne sont que des pions au service du puissant complot juif ».

Du Dieudonné ? En fait plutôt l'aboutissement du travail de propagande de la mouvance antisémite qui s'est structurée autour du soutien à son « humour ». Cette pièce, besogneuse, longue, redondante est finalement très convenue, et dégage une impression de conformisme absolu, tant le discours qu'elle véhicule, dans une forme très plate a été entendu et rabâché mille et mille fois ces dernières années. En ces temps où l'extrême-droite la plus virulente triomphe partout en Europe, où en France des Zemmour et des Taddei se chargent chaque semaine de faire la promotion des idées fascistes sur les télévisions capitalistes, où la rhétorique antisémite, raciste, sexiste, homophobe s'exprime en toute liberté, partout et tout le temps, il n'y a rien que de très banal, de très accepté socialement dans ce petit théâtre amateur, qui imite les grandes scènes à la mode....sans même la moindre trace d'auto-dérision, et donc sans le moindre «second degré», dont un néo-nazi plus original comme Dieudonné fait parfois preuve, ce qui lui vaut sa réputation d'humoriste de talent.

D'ailleurs la pièce a été montée dans le cadre de l'Université, et face aux quelques protestations qu'elle a suscité, l'ensemble de l'institution s'est solidarisée de «ses» étudiants, au nom de la «liberté d'expression». Ceux qui sont montrés du doigt sont ceux qui dénoncent l'antisémitisme pas ceux qui le relaient, eux ont au contraire droit aux louanges de l'Université française.

C'est assez significatif d'ailleurs, dans le contexte actuel: depuis la fin des années 90, l'Université française n'est plus du tout ce lieu un peu plus libre que la société environnante, où notamment les luttes progressistes pouvaient s'exprimer. Pendant la lutte contre le CPE, puis pendant celle contre la LRU, la « fameuse » liberté d'expression a été battue en brèche pour les étudiants en lutte, traqués par la police jusque dans les campus. A chaque fois que des sans-papiers ont essayé d'occuper une université pour tenter d'y faire entendre leur parole, ils en ont été expulsés.

Alors que les cités U abritant les étudiants les plus précaires sont démolies et/ou restructurées pour être plus rentables, les autorités universitaires répriment sans trêve les étudiants concernés qui résistent à la perte de leur logement.

Mais à côté de ça, nos étudiants rebelles de la Rochelle, sont eux couvés et protégés par les autorités, qui se donnent ainsi à bon compte, un air de tolérance envers la prétendue subversion de la jeunesse.

Pourtant ils sont vieux ces jeunes, comme le sont tous les fascistes, incapables de création artistique nouvelle, en revenant éternellement aux clichés millénaires de l'antisémitisme. En témoigne l'épisode des « Juifs hassidiques » (sic) qui traquent le brave cuisinier nazi, puis

vendent leur combat pour quelques billets. L'allusion au « Shoah business », dénoncé par Dieudonné et les siens est évidemment transparente, et justifie à elle seule les accusations d'antisémitisme.

Mais enfin, en quoi ces deux personnages étaient-ils nécessaires à la pièce, où ils arrivent comme un cheveu sur la soupe ? Il était pourtant facile d'introduire la thématique de la soit-disant instrumentalisation de la Shoah avec le personnage principal, celui de la financière juive.

On ne voit pas d'autre explication que le besoin qui anime tous les antisémites, d'exprimer leur délire hallucinatoire où toujours revient, à un moment où à un autre, la cible de la caricature nazie par excellence, avec sa barbe et ses papillotes, le « Juif Hassidique » effectivement, comme le dit expressément le script de la pièce. L'objet de toutes les humiliations, celui qu'on peut tenir par la barbe (tu me tiens par la Shoah, je te tiens par l'ananas, chante Dieudonné dans une allusion transparente au jeu de la barbichette...). Ces deux Juifs font pièce rapportée dans le scénario, mais ils attestent de l'obsession de ses auteurs, qui n'auraient pas trouvé leur œuvre complète et suffisamment significative sans eux. ...même si dès le début de la pièce, la rhétorique antisémite est pourtant présente dans son paradoxe habituel : un des personnages faisant la morale à l'autre en lui rappelant qu'on n'a pas le droit de juxtaposer les mots « Juifs » et « riches » (p 5).

Et bien si, on a le droit de ressasser sans fin le vieux cliché du Juif comploteur, milliardaire et maître du monde : la preuve, « « Une pièce sur le rôle de vos enfants dans la reprise économique mondiale » a été faite et diffusée dans l'enceinte de l'Université applaudie par des spectateurs hilares, louée et défendue par l'administration et par une majorité des professeurs de la fac. Nos étudiants rebelles ne sont pas plus ostracisés ou persécutés qu'un Dieudonné qui prône paisiblement le négationnisme sur scène depuis des années. C'est à dire pas du tout.

Et l'antisémitisme est à ce point un conformisme installé et non discutable que toute réaction se voit taxée de « communautaire », parce qu'aujourd'hui, un bon Juif est un Juif qui ferme sa gueule devant les attaques antisémites, ce qui est d'ailleurs le cas pour toutes les minorités victimes de la même accusation dès qu'elles se défendent contre les attaques de l'extrême-droite, racistes, sexistes, ou homophobes.

Les spectacles de fin d'année sponsorisés par les institutions sont souvent des reprises fades de la culture dominante et de l'air du temps : la pièce jouée à la Rochelle n'est pas autre chose, et sa médiocrité banale en fait l'une des multiples kermesses brunes dans lesquelles communient politiciens et foules haineuses et dociles dans une France de nouveau tentée par le fascisme.

Le livret intégral de la pièce se trouve accessible sur internet (voir version en ligne de l'article) : avec la boursoflure de l'égo qui caractérise aussi les gens tentés par le fascisme, les étudiantEs affirment que cette seule lecture ne saurait justifier la moindre argumentation contre la pièce, et que ne seraient autorisés à la critiquer que celles et ceux les ayant vus jouer sur scène. « « Les mots ont l'intention qu'ON souhaite leur donner » disent-ils. Mais non, les mots ont un sens, en soi, n'en déplaie aux adeptes du bon vieux rêve totalitaire de manipulation absolue du langage.

ACCUSATIONS DE PÉDOPHILIE : LES VICTIMES D'ALAIN SORAL

lundi 20 janvier 2014

parution initiale:

<http://operationpoulpe.blogspot.com/2014/01/accusations-de-pedophilie-les-victimes.html>

Quand ils ne chassent pas les Juifs sur le net, il ne faut pas croire qu'Alain Soral et ses troupes prennent lâchement du repos en mangeant des saucisses sur un air de Wagner.

Infatigables guerriers du quotidien, les néo-fascistes ne reculent jamais devant la possibilité de persécuter des cibles diverses et variées. Surtout quand il s'agit de ranimer dans la population quelques mythes infâmes issues des poubelles de notre civilisation, comme celui attribuant au « système » évidemment contrôlé par les Juifs, la commission de meurtres et de profanations sexuelles sur les enfants, accompagnées comme il se doit de rituels satanistes.

Lorsqu'on lit sur Egalité et Réconciliation un article récent au titre choc «Affaire-pédocriminelle-AMIDLISA-les-plaignants-seront-ils-reduits-au-silence», et les liens présents à la suite du texte, il est de prime abord difficile de garder le sens du réel, tant le grotesque, le gore de bas étage, et la trame hallucinée du scénario présenté comme un fait donnent l'impression de lire un très, très mauvais polar .

Tous les ingrédients y sont: la famille recomposée, unie et heureuse, que d'horribles soupçons saisissent lorsque leur gamine commence à faire d' «étranges» dessins en revenant de chez son père. La mère, affolée et en larmes que personne ne croit. Le beau-père y est un anti-héros sympathique et ordinaire, brusquement plongé dans une horreur qui ne cesse de grandir au fil des jours et des mois, confronté à l'inaction troublante des policiers, qui se transforme bientôt en hostilité puis en acharnement contre l'homme qui dénonce l'horrible vérité, à savoir le viol d'enfants par leur père et un ami, puis des orgies sexuelles et meurtrières, où devant des « notables », on oblige les enfants, confiés au père pédophile par la justice complice de la secte, à assassiner d'autres enfants, pas moins de 16. Il ne manque même pas le second rôle habituel des policiers de TF1, le journaliste à la retraite, ancien rédacteur en chef à l'AFP, qui, courageusement décide de faire éclater les faits.

Le site AMIDLISA dont Egalité et Réconciliation fait la promotion depuis longtemps nous livre l'histoire édifiante de tous ces personnages dans un pensum de 180 pages, qu'on finit par abandonner comme on abandonne au bout de trois épisodes la énième série sur les tueurs en série regroupés en secte maléfique.

Et puis, brusquement, on se rappelle que les « personnages » cités nommément et accusés de meurtres en série et de pédophilie existent vraiment, notamment les enfants, dont les noms sont donc référencés sur le net, accolés à des descriptions extrêmement précises d'actes sexuels avec des adultes, de mutilations et de cérémonies barbares. On se rappelle que le père accusé d'avoir tué ou fait tuer seize enfants par ses propres gosses après les avoir violés subit ces accusations publiques depuis des années. On pense aux centaines de milliers de visites pour chaque article d'Egalité et Réconciliation consacré à l'affaire, au paquet d'obsessionnels qui fréquentent ce site, à leurs méthodes de harcèlement virtuel

qu'ils mettent en œuvre tous les jours contre leur cibles «judéosionistes». Et on imagine l'enfer qu'a du vivre l'homme qu'ils accusent, les mails injurieux et/ou délirants, les menaces et ainsi de suite.

Comme tout le reste, le titre du dernier article d'Égalité et Réconciliation est un mensonge : en effet, dans le procès qui fait l'objet de l'article, les « plaignants » ne sont pas Jack Maillard le beau-père, et sa concubine, ni l'ex-rédacteur de l'AFP, compagnon de route d'Alain Soral. Il s'agit d'un procès en dénonciation calomnieuse, et le plaignant est le père des enfants qui en la garde depuis plusieurs années.

La seule défense possible, quand on se retrouve jeté en pâture sur le net aux troupes des fascistes c'est en effet de porter plainte pour « diffamation », « dénonciation calomnieuses » ou « injures ». C'est évidemment dérisoire au regard de ce qu'on subit.

Car le mal est fait. Et d'aucuns en lisant cet article auront sûrement cette pensée : et si c'était vrai, ce qu'ils racontent ? Et d'aucuns sans doute, dans la vraie vie, regardent ce père de famille en se posant la même question.

Parce qu'après tout, tout est possible, non ? Marc Dutroux a mis longtemps à être arrêté, et il y a eu, réellement, des dysfonctionnements énormes de la police et de la justice, et puis, des pédophiles « multirécidivistes », on en entend parler « tous les jours », dans les médias, et puis, et puis,...

C'est ainsi que fonctionne la machine à deshumaniser des fascistes. Puisque tout « peut être » vrai, alors pourquoi ce serait faux ? Si vraiment la police, la justice, les structures d'aide à l'enfance en danger sont « mouillés », alors bien sûr « ils » ont pu faire disparaître les preuves, et obliger les enfants à raconter que leur beau-père les avait contraints à confesser de prétendues horreurs sorties de son propre cerveau. Si des « notables » tirent les ficelles, alors bien sûr, personne ne demandera des nouvelles des seize enfants assassinés, on ne retrouvera pas leurs corps.

Bref, après tout Si tout cela est vrai, le fait qu'il n'y ait aucune preuve confirme la vérité.

Evidemment, il suffit de remplacer le nom de l'accusé par le sien dans ce délire halluciné relayé par Égalité et Réconciliation pour trouver les raisonnements du paragraphe précédent terrifiants et odieux. Si la société fonctionnait de cette manière, alors il suffirait que votre voisin soit chef de bloc du parti soralien dans votre immeuble, pour qu'il puisse, du jour au lendemain, décréter que vous êtes un assassin pédophile aux ordres des Sages de Sion.

C'est d'ailleurs ainsi que fonctionnaient les régimes fascistes. Et bien avant leur prise de pouvoir, bien avant que la terreur d'État permette de faire taire les voix récalcitrantes, c'est avec des processus de déshumanisation idéologique comparables à ce qui est fait dans ce genre d'articles et de sites qu'ils ont commencé à asseoir leur domination.

Jamais en effet, un de leurs adeptes ne se met à la place des « accusés ». Car la rhétorique antisémite, raciste, et totalitaire a déjà neutralisé toute possibilité d'identification aux victimes. Tout comme le culte du Chef et de sa vérité empêche toute réaction rationnelle, visant à vérifier certains faits, où à se renseigner sur les accusateurs.

Il ne faut par exemple, pas plus qu'un click sur Google, en effet, pour tomber sur le blog de Jacques Maillard, intitulé « Critique du Libéralisme » et qui, en fait, propose aux lecteurs une méthode délirante de « développement personnel », enrobée d'un discours paranoïaque, bref, un classique des méthodes de recrutement sectaire.

En réalité, il n'y a d'ailleurs non plus aucune compassion, aucune identification de la part des adeptes d'Egalité et Réconciliation vis à vis de celles et ceux qui sont présentés comme des « victimes du complot pédophile ». La première des réactions de compassion, en effet est la volonté de protéger les victimes, et dans le cas précis, ce serait donc déjà s'élever contre la publication dans le détail des actes sexuels prétendument pratiqués sur les mêmes, sur de longues, très longues pages, où les descriptions sont souvent mises dans la bouche des enfants. Etrangement, aucun adepte ne semble voir la contradiction qui existe entre sa prétendue répugnance devant la pédophilie et le fait de se livrer au voyeurisme virtuel le plus sordide sur ce sujet, tout en prenant la défense de celles et ceux qui l'ont initié.

En réalité, il est impossible de savoir, ce qui chez ces adeptes relève de la croyance absolue dans les faits évoqués, et ce qui est donc plutôt de l'auto-légitimation à transgresser soi-même certains interdits en attribuant ces transgressions à un ennemi fantasmé et deshumanisé. A vrai dire, si cette question intéresse le psychologue ou le sociologue, elle ne change rien concrètement: que la masse des nazis de base ou leurs dirigeants aient cru profondément leurs propres mensonges, ou qu'ils les aient propagés pour pouvoir accomplir leurs crimes ne change rien au fait que la dynamique collective, entraînant les croyants et les opportunistes a permis les crimes. Certains propagateurs de la rumeur « AMIDSILA » jouent d'ailleurs sur cette ambiguïté, notamment ceux qui s'adressent à un public venu de la gauche, comme Le Cercle des Volontaires, site où l'on trouve la propagande fasciste d'extrême-droite, mais aussi celles d'alliés de la gauche radicale, par exemple les militants du MPEP (voir notre précédent article) . Annonçant le procès en dénonciation calomnieuse qui va se tenir, le site évoque « un film d'horreur » censuré depuis si ans, et continue sur sa lancée en énonçant la liste des protagonistes à la manière d'un générique de film, en parlant de « synopsis » et même de « critique du film ».

Quelle meilleure manière de dire que la vérité dans cette affaire importe peu, comme important peu les victimes réelles, ce père et ses enfants traînés dans l'horreur d'un mensonge halluciné, et que tout ce qui compte, c'est le plaisir des petits bourreaux qui racontent l'histoire et désignent des coupables à harceler et à salir ?

Note: chacun pourra trouver les articles d'Egalité et Réconciliation sur cette affaire en un click sur Google. Pour notre part, dans la mesure où les liens mentionnent des noms de personnes réelles, n'ayant pas souhaité retrouver leur identité sur la place publique, et qui sont de simples particuliers ayant moins que d'autres les moyens d'enrayer la machine à rumeur des fascistes, nous avons choisi de ne pas mettre de liens clickables, même s'il nous a paru nécessaire de faire connaître le détail des méthodes fascistes.

Dans un lycée de prestige, un antisémitisme d'une certaine classe

mardi 4 février 2014

parution initiale:

<http://operationpoulpe.blogspot.com/2014/02/dans-un-lycee-de-prestige-un.html>

Mise à jour: après de nombreux messages d'insultes, les auteurs des articles dont il est question ci-dessous, ardents défenseurs de la liberté d'expression des antisémites se sont attaqués à la nôtre en demandant à notre hébergeur de supprimer la reproduction de leur prose, qu'ils avaient pourtant eux-même mise en ligne au départ de l'affaire. N'ayant pas les ressources juridiques et les moyens matériels des parents de nos jeunes élites, nous nous contenterons donc de signaler à nos lecteurs que le «journal qu'ils ne veulent pas que tu lises» se trouve ailleurs sur le net

Le public de Dieudonné, ce sont surtout les jeunes de banlieue, issus de l'immigration. Poncif éculé dont beaucoup veulent voir la preuve dans les exemples de «quenelliers» mis en avant par les médias ces derniers temps.

Le site Rue 89 et d'autres ont ainsi beaucoup parlé d'un jeune animateur de Seine et Marne, dont la municipalité qui l'employait a demandé et obtenu la démission après qu'il ait posté des photos de lui et des mômes dont il avait la responsabilité reproduisant à son instigation le geste de ralliement au politicien fasciste.

Mais cette apparence médiatique correspond à une réalité éludée: celle des protections sociales dont bénéficie une autre partie de la jeunesse quand il s'agit de réprimer l'antisémitisme, exactement comme c'est le cas pour d'autres comportements.

Il y a ainsi des établissements scolaires prestigieux, dans lesquels le milieu social dont on est issu, comme le brillant avenir auquel on est promis, permettent de laisser libre cours à son antisémitisme, comme d'ailleurs à son homophobie et à son racisme.

Le journal, dont les articles sur l'«affaire Dieudonné» sont reproduits ci-dessous, n'est pas une petite feuille autonome faite par quelques élèves d'un lycée mal famé d'une banlieue excentrée. La «Mouette Bâillonnée» est un journal lycéen récompensé en 2013 par un prix national, adoubé par la direction de l'établissement concerné, en l'occurrence le lycée Berthelot: celui-ci, situé au cœur d'une ville très bourgeoise du Val-de-Marne est un établissement dont les classes préparatoires aux grandes écoles sont, pour certaines, premières dans les classements nationaux. Les sportifs de haut niveau de l'INSEP y suivent des cours.

À parcourir le numéro 20 de «La Mouette Bâillonnée», on voit d'ailleurs tout de suite que les élèves qui l'animent ont déjà cette assurance des jeunes qui se destinent à des fonctions sociales élevées. On y commente l'actualité mondiale comme dans un hebdo de la presse mainstream, on n'hésite pas à donner un avis sur tout, en quelques lignes, de la guerre au Mali au second mandat de Barack Obama en passant par le nouveau pape, qu'on décrète «résolument progressiste», sans éprouver le besoin d'expliquer pourquoi. Côté loisirs, on a déjà ceux de sa classe, et l'on décerne un petit satisfecit à un bar à cupcakes du centre de Paris.

On est déjà à sa place, à l'aise dans la société, certain d'y briller, conscient de son «devoir de citoyen», et dans un rapport paisible avec l'autorité. C'est la raison pour laquelle

d'ailleurs on s'investit dans un journal intégré à l'établissement et non dans une initiative autonome : à quoi bon, puisque seule une différence d'âge nous sépare de ces adultes qu'on remplacera bientôt et qui incarnent la hiérarchie sociale, ?

Et pourtant, cela n'est absolument pas contradictoire avec le fait d'être « anti-système », c'est-à-dire de se sentir dépositaire d'une certaine « rébellion », convaincu que certaines choses doivent changer en ce bas monde. Par exemple, la domination des sionistes qui empêche qu'on se marre sur la Shoah.

Voilà en effet le sujet de deux « articles » du dernier numéro : il faut bien mettre « article » entre guillemets, car le contenu est juste une succession de copiés-collés trouvés sur les sites dieudonnistes, construit comme ces mauvais corrigés de sujets du bac qu'on trouve sur le net. Et là le sujet ce serait : « En partant de l'exemple de Dieudonné, vous montrerez en quoi la France est dominée par les Juifs ».

Pour ces jeunes gens, en effet, Dieudonné, en s'offrant tel le Christ au sacrifice ultime a dévoilé la vérité du monde : il y a des « sionistes » partout, dans les médias et au plus haut niveau du pouvoir. Manuel Valls en est un, par sa femme, car c'est bien connu, cette chose-là se transmet par les femmes. Mais pas seulement : toutes celles et ceux qui ont pris position contre l'antisémitisme et le négationnisme, toutes celles et ceux qui considèrent que l'extermination des Juifs d'Europe est un événement important dans l'histoire européenne, toutes celles et ceux qui pensent que des meetings fascistes où l'on appelle à mettre les gens dans les chambres à gaz sont un problème, eux aussi sont aussi des « sionistes » et les vrais maîtres du pays.

Bien évidemment, ces jeunes gens là sont prudents et connaissent les limites de vocabulaire à ne pas franchir pour le moment : on ne lira pas sous leur plume que les Juifs contrôlent les médias ou le gouvernement, non, seulement les « sionistes ». Malheureusement pour nos « antisionistes », la rédaction est bâclée, et par conséquent est totalement absente la petite référence traditionnelle aux Palestiniens, censée témoigner chez le locuteur antisémite de son amour des opprimés, amour qui ne s'exprime d'ailleurs chez lui que par la haine du Juif et non par des actions de solidarité avec la Palestine

On ne les verra pas non plus remettre en cause des décisions de justice, juste proférer un énorme mensonge, selon lequel Dieudonné n'aurait jamais été condamné par un tribunal pour incitation à la haine raciale : en réalité Dieudonné fait l'objet actuellement de quatre condamnations définitives sur ce sujet, et d'une susceptible d'appel.

Mais sans doute nos journalistes en herbe ont-ils eu un doute sur la crédibilité de la manœuvre éculée consistant à remplacer dans la bonne vieille thèse du complot juif mondial à l'assaut du pays réel, le mot « Juif » par le mot « sioniste ». On ne voit pas d'autre raison à l'inversion victimaire, grossière et délirante qui intervient dans l'article lorsque ses auteurs parlent de « meurtres sur des citoyens faisant une quenelle ». On savait que le racisme et l'antisémitisme avaient tué en France récemment, on ignorait que des fascistes étaient morts. Mais sans doute est-ce parce que les « médias » nous le cachent, nos jeunes rebelles, élèves de Seconde, eux, sont tellement bien informés qu'ils nous présentent ces meurtres comme un fait, sans un mot de plus.

A vrai dire, l'article pourrait prêter à rire, ces mensonges grossiers sur le présent s'accompagnant de références historiques involontairement parlantes, lorsque l'apprenti journaliste se fait tribun en appelant aux grands noms de la Révolution Française. Un peu

dommage, lorsqu'on prétend défendre Dieuonné par antiracisme d'invoquer la mémoire du Duc de Castellane, qui certes fut révolutionnaire en 1789 mais devient ensuite un notable du Directoire et de l'Empire . Il est resté célèbre notamment pour avoir organisé en 1802 une rafle de Bohémiens, en arrêtant 500 en une seule nuit avec le projet de les déporter en Louisiane, alors qu'il était préfet. Il est vrai qu'à La Mouette Bâillonnée on n'aime pas trop les Roms : ainsi trouvait-on en novembre, la tribune indignée d'une rédactrice qui estimait qu'il était légitime d'expulser Leonarda Dibrani, et qu'elle avait attiré l'attention à cause de son origine, parce que « rom c'est bien plus attrayant et universel »

Mais tout ceci est évidemment moins drôle si l'on se met à la place des élèves ou des personnels de l'établissement éventuellement visés par la haine dieuonniste. Ils peuvent lire dans le journal du lycée dont la publication est dirigée par le proviseur que le politicien antisémite est en fait la victime, et que ses dénonciateurs sont les véritables maîtres du pays qui ont organisé un « lynchage médiatique » digne d'une dictature.

Si c'est le cas, en tout cas, à Marcelin Berthelot, on résiste résolument à l'envahisseur « sioniste ». Dans certains lycées ordinaires, des élèves ont été sanctionnés par des renvois pour une « simple » qu'enelle, et leur affaire s'est immédiatement retrouvée au moins dans Le Parisien.

Mais il y a des avenir à ne pas compromettre. Aussi, en ce qui concerne La Mouette Bâillonnée, l'affaire est à ce jour restée interne. En réalité, il n'y a pas vraiment eu d' « affaire » pour les lycéens concernés : ce sont plutôt celle, professeur, et ceux, élèves, qui ont osé protester contre cet article qui sont dans un premier temps désignés comme des fauteurs de trouble par une partie de l'établissement. « On n'a jamais de réaction à l'exercice de la liberté d'expression lycéenne, sauf quand on parle des juifs », peut-on entendre dans les couloirs... ou les bureaux. La prof est juive, c'est pour ça, évidemment, qu'elle a réagi ! Pas parce qu'elle est prof d'histoire, pas parce qu'elle est citoyenne, pas parce qu'elle est engagée dans la lutte contre les communautarismes, non, rien de tout cela... Il faut dire que sa protestation a entraîné la mobilisation d'une partie de la salle des profs. Aujourd'hui, les articles ont été retirés du site Internet du journal. Et puis ? Et puis c'est tout.

Enfin, pas tout à fait. Une association de parents d'élèves, bouleversé par la contestation de la pensée de ses brillants rejetons, reprend le flambeau de la juste lutte contre l'envahissement « sioniste » et demande la suppression des actions visant à faire connaître l'histoire de la Shoah, notamment par l'organisation de visites des vestiges des camps d'extermination. C'est évidemment une coïncidence ! La même prof les organise depuis dix ans et publiera bientôt un ouvrage sur celles et ceux qui touchés par les lois raciales de Vichy ont porté l'étoile jaune dans l'établissement. Et elle ne dit rien, pour le moment, de ce qu'elle a trouvé...

Le lycée Marcelin Berthelot eut autrefois parmi ses professeurs, Georges Politzer, philosophe, communiste, résistant, fondateur de l'Université Ouvrière. Son professorat fut interrompu par son arrestation par la Gestapo, qui l'assassina en 1942.

Bien plus tard, le lycée accueillit un autre élève, Roger Garaudy, négationniste de son état.

À Marcelin Berthelot comme ailleurs, ne laissons pas les faussaires et les négationnistes l'emporter.

OLIVIER SAUTON : DIEUDONNÉ ET LUI, PROCHAIN « SPECTACLE » À VENIR ?

lundi 20 février 2017

parution initiale:

<http://info-antiraciste.blogspot.com/2017/02/olivier-sauton-dieudonne-et-lui.html>

Sur l'autobiographie qu'il expose sur son site, Olivier Sauton, interprète de la « pièce à succès » *« Luchini et moi »* est très bavard sur certains de ses mentors, Fabrice Luchini ou Jean-Claude Brialy. Très bavard aussi sur les théâtres et les scènes où il a joué.

Manque pourtant l'une d'entre elles, le théâtre de la Main d'Or, et un de ses mentors, celui qui sans doute a le plus fait pour lui, Dieudonné.

Du coup, c'est toute une partie de sa carrière qu'Olivier Sauton passe aux oubliettes. Son rôle dans *« l'Antisémitisme »*, où il côtoyait Alain Soral et Robert Faurisson : un « film » en forme de pamphlet négationniste, homophobe et raciste. Il écarte aussi *« Métastases »*, autre morceau de bravoure du 7ème art fasciste, où il incarne la victime du complot des médecins qui profitent ignominieusement de son cancer. Olivier Sauton zappe également le temps où Dieudonné l'accueillait pour son one-man show *« Au pays de Sushi »*, qui fera certaines soirées de la Main d'Or, entre deux meetings d'extrême-droite avec toute la mouvance antisémite et raciste française.

Quelques années plus tard, Olivier Sauton est donc devenu une des étoiles montantes du théâtre français, par le biais d'une pièce *« Luchini et moi »*, jouée au Théâtre de la Bruyère dont la promotion est assurée jusque sur BFM TV, mais qui a aussi bénéficié de critiques élogieuses du Monde et de Télérama, et le prix du public du Off à Avignon.

Et alors diront les « larges d'esprit » ? Pourquoi pas, pourquoi stigmatiser le compagnon de route d'un antisémite notoire, un acteur qui a joué dans des films d'extrême-droite et après ? Après tout Marine Le Pen est donnée en tête de la présidentielle, va-t-on continuer à stigmatiser l'art fasciste quand il sera demain peut-être bien financé par le Ministère de la Culture ?

Et alors, diront les défenseurs de la « liberté d'expression » et des pauvres racistes « persécutés » ? Olivier Sauton doit-il porter le poids de ses péchés passés ?

Et alors diront les amoureux de l'art dégagé de toute contingence politique, de quoi nous mêlons-nous, le public n'est-il pas assez grand pour juger ?

Soit, encore faudrait-il qu'on l'informe, le fameux public. Or, très étrangement, Olivier Sauton n'est pas le seul à éluder son passé, au moins sur son site officiel. C'est le cas de tous les articles, de tous les sujets qui lui sont consacrés pour sa nouvelle pièce. Du Monde à Télérama en passant par BFM, on évoque bien son parcours, son admiration pour Jean-Claude Brialy, le cours de théâtre qu'il a suivi, ses apparitions dans des Festivals mais absolument rien sur sa période dieudonniste.

Il serait bien difficile pourtant de l'ignorer, pour les journalistes qui font les rubriques culture : sa filmographie sur Allociné propose bien *« Métastases »*, et il suffit de taper *« Au pays de Sushi »* son premier one man show sur Google pour tomber sur un lien datant de l'époque où il l'a joué à la Main d'Or, avant de le reprendre aux Blancs Manteaux, théâtre

dont la direction ne pouvait rien ignorer de la scène précédente où jouait Sauton.

Bref, tout le monde sait, mais personne ne dit rien. Un silence éloquent, celui de la gêne devant l'antisémitisme et le négationnisme, un détail qui n'empêche pas Sauton d'être salué par une partie du monde de la culture, mais un détail que ce même monde n'a pas envie d'assumer ouvertement. Ce qu'on ne dit pas ne se voit pas, et personne ou presque ne verra donc le gros coup de Tippex appliqué sur la biographie d'Olivier Sauton dans les articles de presse.

Tout le monde n'a pas la chance d'Olivier Sauton, chez les soutiens de Dieudonné: pensons à tous ces inconnus, ces moins que rien pas du tout artistes qui à l'époque où Sauton déblatèrait des saloperies antisémites dans les films de Dieudonné, se sont retrouvés eux au tribunal pour avoir défendu le fasciste, et reproduit son salut fasciste, la trop fameuse quenelle. Il ne s'agit pas de plaindre des soutiens de l'extrême-droite, mais juste de mesurer une nouvelle fois le traitement social différencié entre le jeune fasciste de banlieue, surtout issu de l'immigration, qui bien souvent n'avait même jamais rencontré Dieudonné, et le comédien qui fut l'un de ses proches, de ses élèves et de ses obligés.

Lui, n'est même pas sommé de s'expliquer, sans parler d'excuses. Non pas que l'homme n'assume pas lorsqu'une blogueuse, une seule, l'interroge sur ce sujet. Certes il affirme que l'engagement de Dieudonné n'était pas le sien, qu'il est «apolitique», mais dans le même temps il affirme que Dieudonné a été sa grande inspiration. Que le politicien fasciste est «réellement sympathique», «tellement drôle», «l'un des meilleurs».

Que lui reproche-t-il alors, aujourd'hui? De s'être engagé avec «Alain Soral». Pirouette éculée de tous les antisémites prétendument repentis qui mettent sur le dos de Soral, ce qui a toujours été aussi assumé par Dieudonné, qui n'a eu besoin de personne pour construire ce qu'il appelle des spectacles, mais qui ne sont qu'un alignement d'ordureries racistes, antisémites et homophobes. Et la pirouette est particulièrement grotesque dans le cas d'Olivier Sauton: celui-ci n'avait en effet pas les grandes préventions qu'il affiche contre les «politiques» lorsqu'il jouait dans «L'Antisémitisme», avec Soral et Faurisson.

Mais enfin, plus c'est gros plus ça passe. Et au fond, Olivier Sauton, en rendant hommage à Luchini, lui même grand admirateur de l'antisémitisme Céline, ne fait que boucler la boucle d'une histoire française sans fin.

Celle du vieil antisémitisme qu'on tolère fort bien dans tous les milieux sociaux, quitte à mettre entre parenthèses les saillies un peu trop vives de nos «grands artistes». Puisque Bagatelle pour un Massacre n'a pas empêché Céline d'avoir sa Pléiade, pourquoi l'Antisémitisme devrait-il priver Sauton des pages de Télérama et d'un prix à Avignon.

On est indulgent et raisonnable dans ce pays, et si l'on a un peu de mauvaise conscience, il suffira de pointer du doigt le «nouvel antisémitisme», celui qui est porté par des jeunes certes pas du tout de chez nous, pas du tout influencés par notre belle culture.

Ce n'est pas comme si ces jeunes là n'avaient pas été des fans de Dieudonné, des assidus de ses vidéos, baignés depuis quinze ans dans la propagande sordide de cette mouvance, dont Sauton fut l'un des acteurs, dans tous les sens du terme. Non, non, ça vient d'ailleurs l'antisémitisme, surtout pas d'Avignon.

Ou de chez Ruquier, chez qui Sauton, un jour proche sans doute sera interviewé par Yann Moix, qui lui aussi a été le compagnon de route des antisémites, mais de manière apolitique,

parce qu'il étaient « sympathiques », sûrement. N'en faisons pas tout une Histoire.

Seuls les antifascistes obsessionnels verront dans la première phrase du spectacle « Luchini et moi » « Il était une fois une histoire vraie qui n'a jamais existé. », un petit salut à ses amis Dieudonné et Faurisson. Chez eux, ça s'appelle une quenelle.

Mise à jour du 25 février 2017 :

Suite à la reprise de nos informations par le site Conspiracy Watch, Olivier Sauton s'est senti contraint de réagir dans une réponse reproduite sur ce site

Nous y apprenons donc que nous serions « des FFI (résistants des Forces Françaises de l'Intérieur) de la dernière heure ». Évidemment, il ne nous viendrait pas à l'idée de nous comparer avec les Résistants, mais nous notons tout de même que Monsieur Sauton s'identifie spontanément au camp adverse, celui des fascistes et des collaborateurs. Rappelons que notre collectif se consacre à la lutte contre tous les racismes depuis 1998 et que nous combattons Dieudonné et sa mouvance depuis qu'elle sévit, et que les premières déclarations objectivement antisémites de Dieudonné datent du tout début des années 2000 .

Nous n'avons donc pas attendu la dernière heure, ce qui évidemment, nous amène à dénoncer, celles et ceux qui ont travaillé avec lui jusqu'à une date très récente et prétendent désormais que c'était « apolitique ». Pour le reste, la déclaration de Sauton est typique chez les dieudonnistes, il dit : « C'est une erreur de croire que tous ses suiveurs, ses admirateurs sont de méchants négationnistes. La plupart sont avant tout de grands fans de l'humour dieudonnesque. C'est toute l'éternelle contradiction entre l'œuvre et l'homme. » ».

L'humour « dieudonnesque », ce sont les chansons négationnistes, les mises en scène où Dieudonné abat des journalistes désignés comme Juifs, ce sont des films où Robert Faurisson joue son propre rôle, et des sorties homophobes, racistes et antisémites qui font des spectacles entiers.

L'humour d'Olivier Sauton, ce sont ces tweets abjects qui ressortent suite à notre article :



Olivier Sauton
@oliviersauton

Je préviens tous mes amis juifs : en cas de déportation, ÉVIDEMMENT je vous mettrai en 1ère classe. J'ai trop le respect de vos habitudes.

17:11 - 28 nov. 2012



Olivier Sauton
@oliviersauton

Les banques, ok. Les médias, ok. Le show bizz ok. Mais REFUSONS que les juifs s'emparent du rap! #bruef2 #lafouine #licra #crif #youbrother

RETWEETS
2

14:39 - 26 oct. 2013

Il y a évidemment des grasses plaisanteries d' « humour » fasciste comme il y a des œuvres d'écrivains fascistes. Et ceux qui apprécient ou participent le reprennent à leur compte, et deviennent ainsi des militantEs comme les autres. En le niant, tout en portant aux nues l'humour de Dieudonné, Olivier Sauton démontre au fond mieux encore que nous ne l'avons fait qu'il n'a pas changé.

Les antiracistes conséquents n'ont pas non plus de raison de changer, surtout lorsque l'excuse de l'humour devient la règle générale pour justifier son racisme et son antisémitisme. Dieudonné «plaisante», Mehdi Meklat «plaisantait», lorsqu'il postait des tweets violemment antisémites et homophobes sous pseudo, avant d'entamer une carrière réussie comme écrivain et chroniqueur. Bref, ne faisons pas d'histoires, tout le monde s'amuse ? Pas les victimes d'antisémitisme, en tout cas, qu'on assassine et qu'on tabasse dans la France contemporaine.

Merci à celles et ceux qui ont relayé notre article, et qui auront contribué à rétablir les faits, et à dénoncer le silence complice qui règne malheureusement très souvent dans ce domaine.

Philippe Karsenty
Législatives 2017 :
Karsenty pourrait avoir
l'investiture Les
Républicains



JSS NEWS

EDITION DU DIMANCHE 26 FÉVRIER 2017

ACCUEIL ISRAËL-TERRITOIRES DISPUTÉS SCOOP JSS OCCIDENT

Olivier Sauton: « en cas de déportation, je mettrais les juifs en 1ère classe »

Publié le : 26 février 2017

G+ 1

Après l'affaire Mehdi Meklat, après celle des César, l'association « Memorial 98 contre le racisme et l'antisémitisme » a révélé, que le comédien Olivier Sauton dissimulait ses liens passés avec Dieudonné M'Bala M'Bala.

Ces remerciements ne s'adressent pas au site raciste JSS News, qui a manifestement autant de problèmes de mémoire que Olivier Sauton. Nous avons en effet choisi de ne pas réagir à l'attaque lancée contre Memorial 98 par ce même site le 1er novembre 2016, suite à un de nos articles sur le dessinateur d'extrême-droite Marsault. Nous avons alors estimé que le degré de bassesse des insultes proférées notamment contre le fondateur de notre association, Albert Herszkowicz, n'appelait rien d'autre que le mépris le plus profond.

Mais il y a décidément des gouffres dont on n'atteint jamais le fond, dans certaines mouvances politiques : voilà qu'aujourd'hui, JSS News nous cite en une de leur article, comme si de rien n'était. Nous voilà donc contraints de rappeler que nous combattons tous les racismes et que nous n'avons rien à voir avec aucun d'entre eux, alors qu'ils ont tout en commun.

Kemi Seba : retour sur la scène française d'un imposteur néo-nazi.

jeudi 31 août 2017

parution initiale:

<http://info-antiraciste.blogspot.com/2017/08/kemi-seba-retour-sur-la-scene-francaise.html>

Faut-il encore présenter Kemi Seba ?

Oui sans doute puisque certains médias n'ont pas jugé utile de le faire ces derniers jours, en évoquant son « action » contre le franc CFA qui lui a valu quelques jours d'emprisonnement, avant une relaxe. Dans le journal 20 minutes, par exemple, Kemi Seba est ainsi décrit comme un « polémiste français » dans une courte dépêche qui ne dit absolument rien de la nature des « polémiques » en question.

Le Monde a choisi une démarche un peu plus « équilibrée » : publier le 22 août une très juste tribune pointant l'imposture représentée par Seba et son courant et la manière dont il instrumentalise et récupère la lutte contre le franc CFA . Mais quelques jours plus tard, une seconde tribune est publiée, qui prend la défense de Seba et le présente en résumé comme un « symbole » de la jeunesse africaine.



Brigade Anti Négrophobie
21 h · 🌐

Représentant un des multiples visages de la #NégrophobieDétat, le franc CFA est l'une des balles économique et idéologique créée par le racisme d'État français pour nous affaiblir et nous étouffer en tant que peuple et communauté.

S'il existe de nobles causes devant être défendues à tout prix, celle de la lutte contre le franc CFA est incontestablement dans le peloton de tête.

À ce titre nous ne pouvons et ne devons absolument pas tolérer l'idée que le Racisme d'État français jette en pâture à son "injustice (néo)coloniale l'un des nôtres. Car en le bayonnant c'est nous tou.te.s qu'il tente invisiblement de bayonner.

#LiberezKemiSeba

La #Négrophobie est une arme (neuro)coloniale d'aliénation et de destruction massive qui n'avoue pas son nom...

... armons-nous jusqu'aux dents pour la combattre !

#BrigadeAntiNégrophobie (www.amon-france.com)

Dans le même temps, sur les réseaux sociaux français, certains groupes se présentant comme « anti-racistes » reprennent la vieille rengaine développée dans les années 2000 : il faut soutenir Kemi Seba, ne pas se préoccuper de ce qu'il est et de ce qu'il fait réellement, puisqu'il incarnerait la résistance au néo-colonialisme, et que toute contestation de ses idées serait une soumission à l'ordre blanc et néo-colonial.

Mais qui est Kemi Seba ? La réponse est simple, puisque lui-même l'a toujours revendiqué sans fards. Kemi Seba, contrairement à Dieudonné, n'a jamais

cherché à ergoter sur ses opinions politiques : là où Dieudonné a cherché pendant des années à se présenter comme « antisioniste » et à nier les accusations d'antisémitisme, Kemi Seba inaugure sa carrière de néo-nazi médiatique en organisant un pogrom symbolique rue des Rosiers, qu'il présente d'emblée comme une chasse aux « sionistes », dans le contexte de l'assassinat antisémite d'Ilan Halimi par Youssouf Fofana et ses complices.

D'emblée, chez lui, la soupe clinquante qu'il présente comme du « pan africanisme » ne présente guère d'importance : lui même lui en accorde si peu, qu'il passera du « kemitisme »

dénonciateur des « blancs » et des « arabes » assorti de références à la gloire de l'ancienne Egypte à une conversion à l'islam et à un changement de nom, avant de revenir en arrière.

Le seul point dont il ne dévia jamais est l'alliance avec l'extrême-droite européenne : dès ses débuts, il se mettra ainsi en scène avec des groupes néo-nazis, vantant les suprémacistes blancs comme les seuls alliés possibles, affirmant qu'après tout Hitler était mieux que Napoléon et que le nazisme eut l'avantage de « donner du travail aux Noirs enrôlés dans les armées pour le combattre ».

Lorsqu'il créa le MDI (« mouvement des damnés de l'impérialisme »), il le fera avec des négationnistes assumés comme Serge Thion ou Ginette Skandrani. C'est aussi au sein de cette officine qu'un certain « Siddiq Seth » s'y affirmera comme l'animateur de la branche « pan-arabe ». On le retrouvera quelques années plus tard, après un passage comme garde du corps aux côtés de Dieudonné, comme nervi de choc des milices pro-Assad en Europe notamment lors d'une attaque à Genève contre des opposants syriens.

Kemi Seba lui-même ne cache pas son allégeance à l'internationale de la haine, structurée autour du soutien à Poutine : le 27 avril dernier il déclarait ainsi sur Facebook : « On veut des alliés (bien que l'on ne les idéalise pas loin de là) tels la Russie de Poutine, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, le Venezuela de Maduro (actuellement attaqué par la puissance ultra libérale américaine) ou l'Argentine révolutionnaire de Pedros Piscoy. On veut des régimes pour qui le souverainisme est une OBSESSION. » De la même manière, il présente la victoire de Donald Trump comme une bonne nouvelle pour plusieurs raisons : parce qu'il est homophobe et anti-mondialiste et qu'il a dégagé la candidate du « système » et de l'« oligarchie » mais aussi parce qu'il est raciste, et que le déchaînement de violence des suprémacistes blancs réveillera les noirs américains un peu trop mous à son goût.

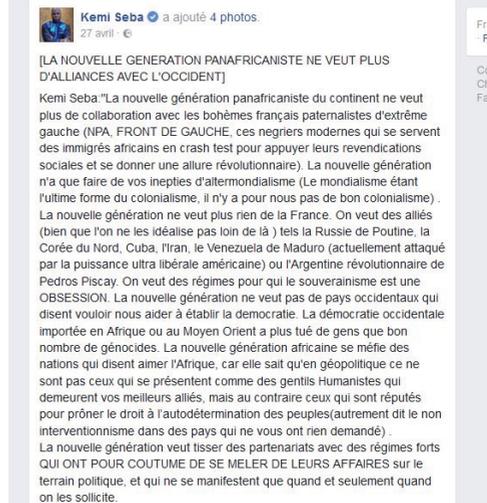


Kemi Seba a ajouté 3 photos.
9 novembre 2016 · €

[DONALD TRUMP, OU LA DÉFAITE DE LA BIEN-PENSANCE OCCIDENTALE , LE BOULEVERSEMENT DE LA GEOPOLITIQUE MONDIALE ET LE POTENTIEL ABANDON DU REVE (NAIF) OCCIDENTAL PAR LES PEUPLES AFROS]

Hollywood a perdu, Wall Street est débousoilé, LE SHOW BUSINESS AMÉRICAIN EST endeuillé. Les élites mondialistes apatrides sont inquiètes. L' élection de Donald Trump à la tête des Etats-Unis d'Amérique sonne comme un cyclone dévastateur balayant toutes les certitudes et les statistiques de la prétentieuse bien-pensance américaine (et in extenso mondiale) coupées des réalités des classes moyennes (et prolés) blanches des Etats-Unis.

Si pour nous autres résistants africains, une Amérique, qu'elle soit dirigée par des démocrates ou des républicains, reste FONDAMENTALEMENT une Amérique prédatrice, et donc adversaire, il n'en demeure pas moins que la défaite de la candidate co-optée par le système globaliste restera un facteur de bouleversement mondial dont le monde afro ferait mieux de chercher à profiter (que ce soit les Afro-américains ou les Africains) pour mieux s'organiser et retrouver sa lucidité, face à un adversaire déclaré, après le mirage d'un monde post-racial vendu par le marchand de rêve Obama, la marionnette noire de la maison de l'oligarchie blanche.



Kemi Seba a ajouté 4 photos.
27 avril · €

[LA NOUVELLE GENERATION PANAFRICANISTE NE VEUT PLUS D'ALLIANCES AVEC L'OCCIDENT]

Kemi Seba."La nouvelle génération panafricaniste du continent ne veut plus de collaboration avec les bohèmes français paternalistes d'extrême gauche (NPA, FRONT DE GAUCHE, ces negriers modernes qui se servent des immigrés africains en crash test pour appuyer leurs revendications sociales et se donner une allure révolutionnaire). La nouvelle génération n'a que faire de vos inepties d'altermondialisme (Le mondialisme étant l'ultime forme du colonialisme, il n'y a pour nous pas de bon colonialisme). La nouvelle génération ne veut plus rien de la France. On veut des alliés (bien que l'on ne les idéalise pas loin de là) tels la Russie de Poutine, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran, le Venezuela de Maduro (actuellement attaqué par la puissance ultra libérale américaine) ou l'Argentine révolutionnaire de Pedros Piscoy. On veut des régimes pour qui le souverainisme est une OBSESSION. La nouvelle génération ne veut pas de pays occidentaux qui disent vouloir nous aider à établir la démocratie. La démocratie occidentale importée en Afrique ou au Moyen Orient a plus tué de gens que bon nombre de génocides. La nouvelle génération africaine se méfie des nations qui disent aimer l'Afrique, car elle sait qu'en géopolitique ce ne sont pas ceux qui se présentent comme des gentils Humanistes qui demeurent vos meilleurs alliés, mais au contraire ceux qui sont réputés pour prôner le droit à l'autodétermination des peuples(autrement dit le non interventionnisme dans des pays qui ne vous ont rien demandé) . La nouvelle génération veut tisser des partenariats avec des régimes forts QUI ONT POUR COUTUME DE SE MELER DE LEURS AFFAIRES sur le terrain politique, et qui ne se manifestent que quand et seulement quand on les sollicite.

Kemi Seba est donc un fasciste raciste assez classique, aussi clair et violent qu'un Serge Ayoub. La petite différence est qu'il a joué sur la dénonciation des « blancs » ou même des « leucodermes », pour reprendre les termes de ses débuts. Avec une certaine intelligence, puisque cela a conforté d'autres racistes qui croyaient tenir en sa personne, un exemple du « racisme anti-blancs », tant dénoncé par l'extrême-droite. Souvent Seba a d'ailleurs été

attaqué sur cette base, bien plus que sur celle de son antisémitisme bien réel. En effet, pour ce qui est du « racisme anti-blancs », ses complicités néo-nazies démontrent, si besoin était, à quel point il n'en était pas question.

Or l'antisémitisme n'est pas seulement un racisme « parmi d'autres », il structure aussi globalement des analyses du monde, où de toute façon, le racisme contre tous est forcément essentiel. Ainsi Kemi Seba ne s'est jamais privé d'exprimer sa violence aussi contre les racisés qui ne rejoignaient pas le camp fasciste, les présentant comme des « idiots utiles » du « complot sioniste », dont il voit aussi les effets dans les combats progressistes et anti-racistes : il emploie par exemple le mot « macaque » sans complexes notamment en 2007 dans une conférence où il déclare « Je rêve de voir les Blancs, les Arabes et les Asiatiques s'organiser pour défendre leur identité propre. Nous combattons tous ces macaques qui trahissent leurs origines, de Stéphane Pocrain à Christiane Taubira en passant par Mouloud Aounit ». Il a été l'auteur de charges violentes contre les luttes de l'immigration, une de ses obsessions puisqu'il y a quelques semaines encore, il illustre une de ses diatribes contre l'extrême-gauche par une photo de manifestation de travailleurs sans-papiers .

Quant à la question des luttes contre le franc CFA qui se développent dans plusieurs pays et rallient effectivement de nombreuses catégories sociales, dans un contexte de luttes et de grèves importantes contre l'exploitation, elle ne peut être invoquée comme justification à la défense de Kemi Seba que par des anti-colonialistes de façade.

Leur traitement par une partie de la presse française en témoigne : que représente la dérisoire et symbolique action menée par Kemi Seba, brûler un billet de banque ? Pas grand-chose au regard des combats réels, menés par des anonymes qui n'ont pas ce privilège. et se voient associés à un fasciste notoire. Une des seules forces de Seba est en effet son travail de propagande et d'auto-promotion sur internet, ainsi que le soutien d'une partie de l'extrême-droite européenne .

Une nouvelle fois, les mêmes mécanismes dus a minima à la paresse intellectuelle de certains médias généralistes comme à leur goût pour les « provocateurs » qui font vendre amène à lier des luttes légitimes et les pires imposteurs racistes, complices des dictatures les plus acharnées contre leurs populations. Cela a été le cas pour Dieudonné et les luttes palestiniennes, seule la complaisance la plus coupable avec l'extrême-droite pourra amener à ce que les choses se reproduisent.

MONTPELLIER : entre chasse aux Roms et soutien à Dieudonné, rien de nouveau au FN

mardi 12 mai 2015

parution initiale:

<http://info-antiraciste.blogspot.com/2015/05/montpellier-entre-chasse-aux-roms-et.html>

Actualisation 18 mai 2016 :

Le conseiller municipal Djamel Boumaaz, qui a entre temps quitté le FN, s'est à nouveau « illustré » lors de la journée mondiale contre l'homophobie du 17 mai à Montpellier en s'attaquant au drapeau LGBT. Il l'a enterré symboliquement pour « alerter l'opinion publique sur le lobby gay et lesbien (LGBT) qui envahit nos institutions »

Raciste, antisémite, homophobe, fasciste, il cumule toutes les haines.

Au niveau national, les affrontements de pouvoir et les divergences stratégiques et politiques sont au cœur de l'actualité du FN.

Mais sur le terrain, la synthèse entre les « anciens » et les « modernes » se fait beaucoup plus facilement.

A Montpellier par exemple, le Front National est tenu depuis la création du parti par la famille Jamet: le père, Alain, pro-Algérie Française et ex-poujadiste était parmi les fondateurs du FN avec Le Pen. Sa fille France Jamet, actuelle conseillère régionale reconnaît elle-même avoir eu cette place grâce à Jean-Marie Le Pen qui l'a soutenue pour être tête de liste en 2010.

Militante FN depuis 1974, France Jamet n'a évidemment jamais élevé la voix contre une position de Jean Marie Le Pen, et déclare assumer l'histoire de son parti. Ce qui ne l'empêche pas aujourd'hui de déclarer sur France 3 que sa ligne est désormais celle de Marine Le Pen, puisque le congrès du FN a élu Marine Le Pen.

Sur le terrain, la continuité est de mise, que ce soit sur le racisme ou l'antisémitisme, même si cette continuité n'exclut pas un renouvellement des stratégies.

Le FN de Jean-Marie Le Pen avait échoué à créer ses propres syndicats: à Montpellier aujourd'hui, le FN profite des ambiguïtés de certains syndicats existants pour y recruter du monde. Le second de Jamet aux municipales, Djamel Boumaaz, est aussi élu au CHSCT du réseau de transports de Montpellier. Il a eu cette place en étant sur les listes de la CFTC. Il en a usé pour coordonner avec le délégué FO de ce secteur une campagne violemment raciste demandant des « bus spéciaux » pour les habitants roms d'un bidonville. Les propos tenus contre les Roms, notamment sur leur « odeur intenable » n'ont rien à envier aux déclarations de Jean Marie Le Pen sur la présence « urticante et odorante » des Roms, déclarations pour lesquelles il a été condamné en justice.

Mais comme Djamel Boumaaz est censé faire partie de ces nouveaux et respectables responsables de terrain du FN, sa propagande passe mieux auprès des médias: ainsi à propos de cette affaire, les journalistes de France Télévisions la reprennent-ils sans recul en évoquant le « droit des salariés à travailler dans des conditions convenables », entérinant ainsi

l'idée selon laquelle la présence de Roms dans un bus serait une atteinte aux conditions de travail !

De même, les élus FN de Montpellier ne se répandent pas forcément tous les matins en déclarations historiques précises visant à réhabiliter Pétain ou à faire des chambres à gaz un « détail de l'Histoire ». Au « nouveau » FN, on a compris qu'il y avait des stratégies bien plus sûres mais tout aussi significatives et parlantes pour l'électorat antisémite. Djamel Boumaaz a ainsi tenu à publier un communiqué indiquant qu'il avait acheté sa place pour le meeting de Dieudonné du 9 avril à Montpellier, dont l'interdiction a été annulée par le tribunal administratif. La présence officielle d'un responsable FN aux côtés d'un pro-nazi ouvertement négationniste en dit aussi long et aussi précis qu'une déclaration sur le sujet. Djamel Boumaaz se protège évidemment avec l'argument éculé mais très populaire de la « défense de la liberté d'expression ».

Localement, l'éviction de Jean-Marie Le Pen est donc vécue comme un sacrifice douloureux mais nécessaire pour les caciques du FN, qui n'ont pas changé de logiciel raciste et antisémite sur le fond, mais perçoivent la nécessité d'une adaptation et d'un renouvellement de l'expression, des moyens de diffusion et de propagation des idéologies de la haine.

Le renouvellement symbolique exprimé par la mise à mort politique du vieux chef est donc avant tout un renouvellement dans la continuité des fondamentaux racistes et antisémites du parti.

WHITE WOLF KLAN: UNE RADICALISATION TRÈS BIEN TOLÉRÉE

mercredi 29 mars 2017

parution initiale:

<http://info-antiraciste.blogspot.com/2017/03/white-wolf-klan-une-radicalisation-tres.html>

«Mourain a enfoncé ses pouces dans les yeux de la victime, a léché le sang sur son visage puis l'a mordue.»

C'est un extrait du compte rendu d'audience fait par une journaliste au procès des 18 prévenus, âgés de 22 à 53 ans qui composaient le White Wolf Klan. La scène décrite est celle du lynchage d'un jeune néo-nazi désigné comme traître par d'autres néo-nazis.

Parmi eux Jérémy Mourain, présenté comme le leader, un jeune homme qui passa dans la presse locale pour la première fois à l'âge de dix-huit ans. Un soir, lui et d'autres néo-nazis avaient choisi un peu au hasard, beaucoup au faciès, un homme à «ratonner». Ils avaient fait la chose très classiquement, tabassant la victimes à coups de barre de fer.

Parmi eux, Serge Ayoub. Celui-ci apparaissait déjà dans la presse à la fin des années 80, on le vit même parader à la télévision, dans ces années là, invité pour faire le spectacle et le faisant fort bien, à condition d'apprécier les parodies du 3ème Reich. En 1990, déjà Serge Ayoub fut mêlé à une histoire de ratonnade, celle qui finit par la mort de James Dindoyal, un soir de beuverie raciste pour deux des lieutenants d'Ayoub de l'époque.

Ce meurtre là, dans une mouvance dont il était déjà la star, n'empêchera pas que les chaînes d'information invitent Serge Ayoub, qui paradera de nouveau sur les écrans, un soir de 2013, alors qu'un jeune antifasciste, Clément Méric vient d'être tué par d'autres petits soldats du chef néo-nazi. Pour donner «sa version des faits».

La scène pourtant hallucinante ne choquera pas grand-monde. Serge Ayoub avec ses outrances et son cirque sordide de Poujadiste body buildé est télégénique, Dieudonné l'a bien compris qui l'invitera lui aussi, suite à son passage dans des médias qu'on aurait pu croire plus sélectifs que l'antisémite patenté.

Le néo-nazisme en France est ainsi vécu: un truc de «groupuscules» folkloriques et insignifiants, qui, de temps en temps, fait des morts et des blessés. James Dindoyal, assassiné le 18 juin 1990. Brahim Bouarram assassiné le 1er mai 1995. François Chenu, assassiné le 14 septembre 2002, par des néo-nazis arrêtés le 1er mai de la même année pour avoir tenté de ratonner Abdel S., mais relâchés juste après les présidentielles.

Clément Méric, assassiné le 5 juin 2013. Et bien d'autres Quant aux blessés ils sont juste innombrables, et on les croise en général seulement dans les brèves de la presse locale.

Parfois, il faut des années pour savoir qu'un crime atroce a été commis par des néo-nazis. C'est en 2016, que deux frères sont arrêtés pour avoir violé une fillette en 2004, à la sortie d'un meeting d'extrême-droite. Ils voulaient faire accuser «des étrangers», et en tout cas ne seront retrouvés que par hasard, des années plus tard.

En France, on cherche peu les néo-nazis. Et même quand on les a trouvés, on les laisse courir et agir. Au début des années 2010, alors que Serge Ayoub formait les jeunes tueurs de Clément Méric et les néo-nazis du White Wolf Klan, une de ses vieilles connaissances Claude

Hermant, qui commença sa carrière dans le service d'ordre du FN, animait la Maison Flamande dans le Nord. La « Maison » qui entre autres choses organisait des stages commando, avait pignon sur rue. Dans l'arrière salle, Hermant faisait du trafic d'armes, et indicateur de police aussi. Ses armes ont servi à l'attentat de l'Hypercacher.

La petite histoire des néo-nazis croise parfois celle de ceux que tout le monde s'accorde à reconnaître comme terroristes et pas comme « jeunes paumés », comme « groupes armés », et pas comme « groupuscules ». Mais en France de ces croisements là, on ne fait pas toute une Histoire.

Ce n'est plus le cas ailleurs en Occident.

Ce n'est pas une question de sensibilité antifasciste plus forte, mais une question de nombre de morts et de fréquence des attentats.

La tuerie raciste perpétrée dans une mosquée de Québec en janvier 2017, par un jeune étudiant islamophobe a fait six victimes. L'attentat est intervenu moins d'un mois après le procès de Dylan Roof qui avait, lui, choisi une église de Louisiane fréquentée par la communauté noire pour agir exactement de la même manière le 19 juin 2015 : entrer et tuer neuf personnes.

Entre ces deux tueries, les attaques destinées à tuer ont frappé un peu partout en Europe et aux Amériques : en octobre 2015, l'actuelle maire de Cologne en campagne se fait poignarder par une jeune raciste et en réchappe.

Le 16 juin 2016, Jo Cox députée anglaise est poignardée à mort par un néo-nazi membre d'un groupe américain avec lequel il était en contact depuis des années par le biais des forums et des réseaux sociaux.

Le 21 juillet 2016, un jeune homme abat neuf personnes dans un Mac Donalds à Munich. L'attentat est d'abord attribué à Daech, alors que la tuerie a été commise le jour anniversaire du massacre de masse commis par Breivik. Finalement, comme cet élément le laissait présumer, le tueur s'avère être fasciné par Hitler et avoir agi avec des mobiles racistes.

En octobre de la même année, un policier hongrois est abattu par un néo-nazi lors d'une opération de police à son domicile. En décembre, aux Etats Unis, un homme tire à l'arme lourde dans une pizzeria fréquentée par Hilary Clinton et désignée par les médias trumpistes comme lieu d'un trafic pédophile.

La fréquence des attaques armées, le nombre des victimes commence donc à apparaître au grand jour au fur et à mesure que la menace s'intensifie.

La plupart de ces tueurs présentent des caractéristiques similaires : ils se sont socialisés au moins partiellement de manière virtuelle, et se reconnaissent dans une mouvance qui n'a pas de réelles frontières, bien plus que dans l'appartenance nationale à tel ou tel groupe. Pour la plupart, ils affichaient ouvertement leurs convictions et bien souvent leur intention de passer à l'acte sur les forums néo-nazis, mais aussi sur ceux des extrême-droites parlementaires. La plupart sont jeunes et s'ils ont agi en solitaires, ce n'est pas par désintérêt pour les mouvances organisées mais parce qu'ils souhaitaient manifestement laisser leur nom dans l'Histoire et dépasser le stade du militantisme collectif tourné vers une violence d'intensité globalement un peu plus basse, celle des Ayoub et des Mourain, mais qui aboutit aussi au meurtre.

Ce qui les distingue d'autres militants d'extrême-droite, ce n'est pas une adhésion plus forte

aux théories racistes, mais assez souvent des pulsions autodestructrices qui les amène soit au suicide, comme le tueur de Munich, soit à tout faire pour être condamné à mort, comme cela a été le cas pour Dylan Roof.

Car, pour ce qui est de la violence, leurs actes s'inscrivent dans une montée en puissance globale de la violence raciste organisée: lorsque les circonstances semblent favorables, ce sont non pas quelques individus qui passent à l'acte mais des centaines et des milliers: après le Brexit, au Royaume Uni, une vague de violence raciste, antisémite, islamophobe et homophobe frappe tout le pays. De la même manière après l'élection de Donald Trump, mosquées et synagogues sont incendiées ou profanées avec des symboles racistes, dont la croix gammée, tandis que les agressions individuelles se multiplient à une vitesse exponentielle.

En Allemagne, le mouvement islamophobe Pegida et la montée en puissance électorale de l'AFD s'accompagnent d'attaques ininterrompues contre les lieux d'accueil des migrants, incendies et même attaques à la bombe défraient la chronique.

C'est le deuxième niveau de l'activisme fasciste, les campagnes de violence massive, qui cumulent les attaques graves contre les personnes et les biens, et les actions de basse intensité: celles-ci sont aussi internationalisées et utilisent les mêmes symboles à travers tout l'Occident. Accrocher des abats de porcs ou de sanglier sur les mosquées, le tout souvent assorti d'une croix gammée est ainsi devenu le happening nocturne préféré des militants d'extrême-droite aussi bien en France qu'au Canada.

Le troisième niveau a lui aussi passé un cap: il a le visage du Président des États-Unis, Donald Trump. L'homme le plus soutenu par l'extrême-droite mondiale après Poutine. L'homme qui a affiché sur Twitter le symbole des suprémacistes blancs, Pepe la Grenouille. L'homme qui gouverne avec Steve Bannon, tenancier d'un des médias conspirationnistes racistes les plus lus au monde.

Quiconque veut bien prendre un tout petit peu de hauteur a donc une vue d'ensemble parfaitement claire: une extrême-droite mondialisée avec son sommet qui compte désormais deux chefs d'États parmi les plus puissants au monde. Une base immense qui se socialise désormais en ligne et agit non pas seulement en sortant de réunions physiques mais en répondant aux consignes données par des médias internationaux ayant leurs déclinaisons locales dans tous les pays occidentaux. Une base qui n'a nul besoin d'aller assister à des conférences pour se gaver de propagande mais peut acquérir tout le corpus fasciste en se connectant instantanément aux mêmes médias, qui font de la désinformation en temps réel, mais proposent aussi un background historique et théorique.

Pour ce qui est de la violence, d'ailleurs, si les sites les plus radicaux ne se privent pas d'y appeler, les plus visités ont une autre méthode, la propagande par l'exemple qui fonctionne parfaitement bien: en France, l'un des sites qui recense le plus précisément les actes de haine à travers le monde, et ne rate pas un seul acte raciste dans l'Hexagone n'est pas celui d'une organisation progressiste, mais Fdesouche. Grâce à ce qui est devenu un des médias les plus visités en France, le jeune fasciste le plus isolé qui soit, connaîtra quasiment en temps réel, les actions solitaires commises partout contre des mosquées, des locaux de gauche, des synagogues et les codes de reconnaissance qui vont avec. Il saura donc qu'il n'est pas seul et que son acte, ou celui de ses quelques Kamarades, en apparence isolé s'inscrira bien dans des campagnes très vastes.

Oui, mais alors, pourquoi la France est-elle épargnée ? La question revient souvent dans les débats, posée de bonne foi, souvent, mais aussi pour minorer la menace d'extrême-droite, et insister sur le danger unique de Daech. En réalité la France n'est pas « épargnée » : en décembre dernier par exemple, un homme a été poignardé dans le bus, par un raciste qui avait l'intention de tuer celui qu'il avait désigné comme « salafiste ». Plusieurs attaques incendiaires graves ont visé des locaux destinés aux réfugiés pendant tout l'hiver.

Les réseaux néo-nazis sont identifiés : plusieurs d'entre eux ont eu quelques ennuis policiers récemment, et à chaque perquisition on a trouvé des armes chez les militants.

On ne se situe donc pas dans le cadre d'une réalité française différente de celle des autres pays occidentaux, mais dans une perception de la réalité qui diverge sur la menace de la violence néo-nazie.

Revenons-en aux néo-nazis du White Wolf Klan. Libération les appelle « nazillons » et « bras cassés ». Le Monde note qu'« il sera peu question de l'idéologie néo-nazie » à l'audience... et n'en parle guère non plus dans l'article, préférant aligner des éléments de peu d'intérêt comme le costume-cravate de Serge Ayoub. LCI met sur le même plan dans le titre de son article les « ratonnades » et les « vols de viande ». La plupart des articles consacrent d'ailleurs autant de paragraphes aux délits mineurs de droit commun commis par les prévenus qu'à leurs actes racistes, leurs actions de représailles avec actes de torture contre d'autres membres de leur mouvance. Malgré la relative médiatisation de l'affaire, ce qui se dégage du compte-rendu global, c'est l'image d'un « groupuscule local », de jeunes délinquants déstructurés, une « bande », un fait divers particulièrement sordide, un peu folklorique et isolé. En résumé, quelque chose qui appelle tout, sauf une analyse et une réponse sociale et politique. C'est d'ailleurs le sens profond du suffixe « illon » appliqué à nazis. Qui parle de « djihadillons », même lorsque des interpellés ne sont pas allés jusqu'à l'attentat ?

Beaucoup d'articles se concluent d'ailleurs benoîtement sur une information pourtant significative : Serge Ayoub a fondé un nouveau groupe, un « gang de motards », nous dit-on.

Dans la France de 2017, sous l'état d'urgence, on laisse donc les « gangs » néo-nazis se développer à visage découvert. On ne ferme pas les locaux où alternent concerts avec saluts hitlériens et petites sauteries racistes après les congrès du FN, ni les librairies négationnistes même lorsqu'elles sont filmées en caméra cachée et que le documentaire passe en prime-time sur C8.

Les victimes du néo-nazisme tombent au fil des années sans qu'on les relie entre elles. James Dindoyal, Brahim Bouarram, Clément Méric, François Chenu ne sont que les victimes de « groupuscules de bras cassés ».

Les ratonnés, les tabassés, les agressés, toutes celles et ceux dont les restaurants, les locaux, les lieux de cultes, les hébergements sont incendiés, comptent peu, car on ne les compte jamais qu'une par une.

Quant aux jeunes néo-nazis, on ne demandera à personne de les plaindre. Mais on est pas forcés de les déshumaniser : on est en droit de se demander ce qu'aurait pu ne pas devenir Jérémy Mourain, qui n'a même pas trente ans et a commencé sa carrière jeune mineur. Il n'y avait aucune fatalité à ce qu'il croise les bars et les Maisons Identitaires, aucune fatalité à ce qu'il fantasme sur un Serge Ayoub à la parade depuis trente ans, aucune fatalité à ce que personne, à un moment donné, ne se préoccupe du fait que des jeunes gens en soient

à monter des organisations armées dont le nom renvoie à ceux des suprémacistes blancs américains, dont les meurtres sont innombrables. Il n'y avait aucune fatalité non plus à ce qu'un barbouze comme Claude Hermant puisse vendre des armes qui allaient tuer les victimes d'un attentat antisémite tout en tenant une friterie où l'on apprenait à ratonner. Seulement, à l'heure où la « déradicalisation » est devenue le mot à la mode, force est de constater que la radicalité néo-nazie est en France un élément du décor très bien toléré.

Et le verdict du procès du White Wolf Klan le démontre une fois de plus.

Forcément, nous sommes dans un pays où la candidate qui arrive en tête des sondages a parmi ses bras droits un vétéran d'un groupe mythique du néo-nazisme, le GUD.

Naturellement, aucun article de presse ne mêlera les noms d'Axel Loustau, de Frédéric Châtillon et de Jérémy Mourain. Les premiers sont les alliés d'une extrême-droite devenue respectable, le second fait partie des soldats perdus sacrifiés sans y penser. Un « nazillon », ça ne compte pas. Ses victimes non plus. Jérémy Mourain a donc été condamné à neuf ans de prison, c'est le seul mandat de dépôt prononcé à l'audience. Serge Ayoub est relaxé une nouvelle fois, libre d'aller créer d'autres groupes armés, d'enrôler d'autres jeunes nazis.

EXTRÊME-DROITE : LA TERREUR QUI N'ÉTAIT PAS TERRORISTE.

samedi 2 juillet 2016

parution initiale:

<http://info-antiraciste.blogspot.com/2016/07/extreme-droite-la-terreur-qui-netait.html>

Mise à jour du 21 mai 2018

Grégoire Moutaux a été condamné à 6 ans de prison ferme ce 21 mai en Ukraine. Comme nous l'indiquions ci-dessous, il préparait des attentats durant l'Euro de football 2016 et voulait cibler une mosquée, une synagogue et un centre d'impôts. Pourtant ici, sa trajectoire et ses actes avaient été minimisés et considérés comme « pas terroriste »

A Paris, au début du mois de juin on a jugé des terroristes. Quelques jeunes hommes d'Alsace Lorraine qui ont décidé, en 2013, de partir combattre en Syrie. Où ils se sont retrouvés dans les rangs de Daech. Ces jeunes hommes ont fait la guerre, quelques mois. Ils sont revenus assez vite, ont été arrêtés quelques semaines après leur retour et sont en prison depuis. Le procureur a réclamé la peine maximum pour « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'actes de terrorisme ».

En Ukraine, à peu près simultanément, Grégoire Moutaux, un jeune homme de la même région que les précédents a été arrêté. Ce n'est pas un terroriste, du moins si l'on en croit la communication de l'État français qui a tenu à écarter publiquement cette qualification. Moutaux partait régulièrement en zone de guerre ukrainienne, il est d'extrême-droite, il a été pris à la frontière avec une centaine de kilos d'explosifs et des armes de guerre. Sur des enregistrements diffusés par les services de sécurité ukrainiens, on entend la voix présentée comme celle du jeune homme détailler des objectifs d'attentats.

Qu'est-ce qu'un terroriste ? Le débat serait long. Une chose est certaine : en France, de toute façon, un terroriste n'est pas un militant d'extrême-droite.

La sentence ne souffre quasiment aucune exception.

Claude Hermant est très probablement l'homme qui a armé Amedy Coulibaly, le tueur de l'Hypercacher. Il lui a fourni au moins quatre pistolets semi-automatiques et sans doute un fusil d'assault, tous remilitarisés et prêts à l'usage. Et ce dans le cadre d'un trafic d'armes de guerre dont la police avait connaissance, à des degrés encore inconnus, puisque le néo-nazi, militant depuis des dizaines d'années était également indicateur de police. Claude Hermant, dont l'affaire a été classée secret défense, n'a pas été inculpé pour association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, alors que c'est le cas par exemple, pour celui qui a fourni un gilet pare-balles à Coulibaly, mais celui-ci n'était pas d'extrême-droite.

Christophe Lavigne, autre néo-nazi, préparait un attentat contre les fidèles d'une mosquée de Vénissieux, lorsqu'il a été interpellé une première fois, puis absous de toute inculpation ayant trait au terrorisme en mai 2014. Deux ans plus tard, le même a été interpellé chez lui, avec un stock d'armes et a écopé une nouvelle fois d'une peine minime, sans que l'inculpation de terrorisme ne soit retenue.

On ne connaît pas le nom des jeunes aspirants de l'Armée de l'Air qui projetaient de commettre un attentat contre la mosquée de Montélimar et qui avaient chez eux des armes et

le matériel nécessaire pour passer à l'action. A vrai dire, on ne sait plus rien de cette affaire depuis sa brève médiatisation, en avril 2015, à part que les jeunes n'ont pas été incarcérés mais placés sous contrôle judiciaire. .

En mars 2016, trois hommes appartenant à un « groupuscule néo-nazi » ont été mis en examen à Marseille car ils détenaient un arsenal composé notamment de onze fusils, vingt-huit armes blanches et des gilets pare-balles. Aucune inculpation pour terrorisme mais une enquête ouverte pour « association de malfaiteurs » et « participation à un groupe de combat »...et la remise en liberté sous contrôle judiciaire.

Bien sûr, lorsque le nombre de victimes est très élevé, ou lorsque les victimes ont un statut social reconnu, le terme « terrorisme » est parfois débattu en France. C'est le cas pour le meurtre de Jo Cox, députée anglaise, assassinée à l'arme blanche en pleine campagne du Brexit. Son meurtrier était néo-nazi et lié à un groupe américain ultra-violent, et il a tué au cri de « Britain First », nom d'un parti d'extrême-droite anglais. Dans ce cas précis, même le journal Le Monde s'est fait le relais de certaines critiques sur la minimisation et la dépolitisation de l'acte et de l'assassin. Il faut dire que certains titres de presse ont dépassé toutes les caricatures comme celui de l'Express, qui retenu comme information la plus pertinente l'amour du tueur pour le jardinage.

Pour autant, cette interrogation reste toujours limitée: le meurtre de Jo Cox reste présenté comme un fait inédit au Royaume-Uni, alors qu'il y a deux ans, par exemple, en janvier 2014 un médecin anglais, Sarandev Bhambra avait été attaqué à la machette et sauvé uniquement par l'intervention d'un ancien militaire présent sur les lieux de l'attaque. Le tueur membre d'un groupe néo-nazi ayant pignon sur rue avait choisi une victime au hasard, sur la base de son apparence, qui lui laissait penser qu'elle était musulmane. La victime s'était battue en vain pour que l'inculpation terroriste soit retenue, et que le groupe raciste dont se réclamait le tueur fasse également l'objet d'une enquête approfondie. Aujourd'hui aucun rappel de cet événement n'est fait dans les médias, d'ailleurs il n'avait même pas été évoqué en France à l'époque. Comme n'est pas évoqué en France, un aspect pourtant significatif de la problématique ; le seul parti à présenter une candidature contre le remplaçant désigné après la mort de Jo Cox par son parti sera « Britain First », le parti dont le slogan a été crié lors du meurtre.

De la même manière si de rares articles font un lien entre le meurtre de Jo Cox et celui de la députée suédoise Anna Lindh assassinée en pleine campagne référendaire en 2003, tous présentent son assassin uniquement comme un « déséquilibré ». Aucun ne précise que le déséquilibré avait Mein Kampf comme livre de chevet .

Toutes ces affaires correspondent juridiquement parlant à des actes terroristes, ou à l'aide à la commission d'actes terroristes. D'ailleurs pour certains policiers et pas des moindres, le terrorisme d'extrême-droite en Europe et plus spécifiquement en France semble bien être un sujet comme un autre.

Le 10 mai dernier, Patrick Calvar directeur général de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), indique que ses services sont « en train de déplacer des ressources » pour s' « intéresser à l'ultra droite qui n'attend que la confrontation ».

« Avant l'Assemblée nationale, Patrick Calvar a déjà parlé en interne de la volonté d'action de ces groupes d'ultra-droite », confie une source policière à L'Express. « Il craint qu'un nouvel attentat les réveille car il montrerait que les moyens de l'Etat ne suffisent plus. Avec la

montée en puissance du risque islamiste, nous avons orienté nos capteurs sur les djihadistes ces dernières années. L'ultra-droite, on s'en occupait moins.»

On remarquera, dans le discours policier une extrême prudence dans les mots et surtout le soin apporté à marteler une thèse et une seule: s'il y a terrorisme d'extrême-droite, il ne peut-être qu'une réaction au terrorisme se revendiquant du djihadisme. Et si on ne s'occupe pas du terrorisme d'extrême-droite au niveau de l'Etat.....c'est parce qu'on est trop occupé avec le terrorisme se revendiquant du djihadisme. La conclusion, c'est « plus de terrorisme djihadiste plus de problème ».

En réalité, l'extrême-droite violente, qu'on la qualifie ou pas de « terroriste » a son propre agenda. Anders Breivik a préparé longuement un attentat qui ne faisait écho à aucun événement particulier, et correspondait simplement à ses conceptions politiques: celles-ci n'avaient rien d'extraordinaire au regard de la propagande fasciste et raciste des partis légaux d'extrême-droite.

Le groupe allemand néo-nazi NSU a assassiné des gens sur une période de douze ans au moins, à intervalles réguliers, avec constance et invariance. Son objectif était simplement d'assassiner des personnes « non aryennes » aux yeux de ses membres, pour semer la terreur chez les issus de l'immigration en Allemagne.

En France, l'émergence d'une extrême-droite extra-parlementaire n'a rien à voir avec l'agenda des groupes dits djihadistes, mais tout à voir avec un autre timing: celui de la montée de l'extrême-droite parlementaire, de son installation au cœur des institutions démocratiques, de sa dédramatisation médiatique, et de la contamination de l'ensemble du champ politique par les discours nationalistes, racistes et antisémites.

En France, c'est dans les années 2000 que se reconstitue un milieu fasciste important numériquement, et souvent ouvertement néo-nazi, dont les caractéristiques sont un dynamisme politique important, et une importante proportion de jeunes gens issus de tous les milieux sociaux. Si cette mouvance, qui inclut aussi bien la sphère dieudonniste et soraliennne que la sphère identitaire et/ou ouvertement néo-nazie critique l'extrême-droite parlementaire, elle n'en est absolument pas « en marge », mais inter-agit en permanence avec elle. Lieu de formation des futurs cadres du FN, comme Philippe Vardon ou le maire FN de Fréjus, elle est également animée par des leaders plus âgés qui sont eux-même, soit des anciens du FN, comme Carl Lang, soit des compagnons de route comme Soral ou Dieudonné, soit des barbouzes qui ont déjà rendu de nombreux services dans les années 80, comme Serge Ayoub ou Claude Hermant.

Dans ce bouillon de culture, il n'y avait guère de difficulté à déceler ce qu'on appelle « radicalisation » pour d'autres sphères politiques. Notamment parce que celle-ci s'est affirmée sur des forums et des sites publics, où des militants confirmés ont effectué un important travail de traduction et de vulgarisation de l'apport international néo-nazi. D'une part, en diffusant et en expliquant les écrits de l'extrême-droite américaine appelant à la lutte armée, comme les célèbres Turners Diaries qui ont inspiré par exemple l'auteur de l'attentat d'Oklahoma City. D'autre part, en popularisant les agissements ultra-violents allant jusqu'au meurtre des néo-nazis russes, qui sévissent en toute impunité et très probablement de concert avec les services de sécurité gouvernementaux de Poutine. Quant au discours apocalyptique et aux pratiques sectaires qui vont avec, notamment l' « entraînement à la fin du monde », le développement du survivalisme a amplement permis la mise en condition physique et mentale

nécessaire pour passer à l'acte violent.

Nul ne peut nier qu'il existe bien en France, un nombre indéterminé et important de gens armés et fanatisés qui ont démontré, à maintes reprises leur volonté de passer à l'acte. Nul ne peut nier qu'à l'instar des réseaux dits djihadiste, ils ont un corpus culturel et politique commun, un équivalent dans de nombreux autres pays....et qu'ils sont en lien permanent, notamment par le biais d'une socialisation virtuelle, mais également par des réseaux physiquement constitués qui permettent à la fois des « séjours de formation », notamment en Europe de l'Est, mais aussi l'accès aux armes, nécessaire pour passer à l'action dure.

Sont-ils des terroristes? La réponse à cette question présente moins d'intérêt théorique que pratique, car il n'y a de toute façon pas UNE définition établie du terrorisme, concept politique et pas du tout scientifique.

Mais en Occident, en ce début du 21ème siècle, la qualification de terrorisme appliquée à un phénomène donné a une importance extrême au niveau concret: car le terrorisme, c'est politiquement et pratiquement la menace sociale par excellence, celle contre laquelle l'ensemble de la société est appelée à se mobiliser. C'est le qualificatif qui justifie l'usage de tous les moyens possibles, juridiques, financiers, policiers, militaires. .

De fait, il suffit de faire l'analogie avec le traitement social et étatique appliqué au phénomène dit « djihadiste » pour imaginer ce que signifierait l'adoption de l'analyse terroriste aux groupes armés d'extrême-droite actuels.

Il ne s'agit pas de dire qu'on en finirait ainsi avec le néo-nazisme. La persistance des attaques perpétrées par les membres revendiqués de l'Etat Islamique, dont certains surveillés et punis de longue date démontre que la surveillance de masse, l'adoption d'un état d'exception policier, judiciaire et répressif ne sont nullement la panacée pratique qui permettrait d'éradiquer les groupes considérés comme terroristes, sans même parler des implications politiques de cette optique, en terme de destruction des droits démocratiques.

Mais politiquement si une partie de l'extrême-droite était qualifiée de terroriste, alors ce serait toute l'extrême-droite structurelle, mais aussi le contenu idéologique de ce courant intégré par d'autres forces politiques qui se trouverait mis en accusation.

Forcément, alors, les fondamentaux racistes, antisémites, homophobes qui le définissent mais imprègnent désormais énormément d'autres forces politiques seraient traités différemment. La mise en accusation ne pourrait plus prendre le visage des condamnations polies et très superficielles qui touchent aujourd'hui l'extrême-droite parlementaire parfaitement intégrée dans le jeu démocratique. Parce qu'aujourd'hui le danger du terrorisme dit djihadiste est au cœur du discours politique, une élue ou une candidate portant le voile font débat, sans parler des rares listes présentées par des gens se revendiquant musulmans. Aujourd'hui, tout ce qui est musulman, lieux de culte, sites internet, produits de consommation, évènements publics est scruté à la loupe, disséqué par les médias, et bien souvent en une de l'actualité. Chacun est sommé de prendre position sur le halal, le voile, l'UOIF, Tarik Ramadan, chaque jour et à chaque fois en invoquant le danger terroriste. C'est à dire en disant d'emblée que la seule position valable est la condamnation: et cette condamnation, dans le cadre d'une logique raciste de plus en plus étendue et assumée s'étend de plus en plus souvent à l'ensemble des pratiquants d'une religion ou supposés l'être.

Bien évidemment et justement parce que les mouvements d'extrême-droite ultra-violents

sont le reflet d'un rapport de forces raciste bien plus vaste, rien de tel ne se produit à leur propos.

L'idée même d'un débat sur la légitimité de l'invitation médiatique faite aux dirigeants du FN, par exemple est une vieillie politique des années 80 et 90. Si le discours raciste lorsqu'il est très virulent est encore relevé dans les événements publics du parti, jamais l'idée de les interdire n'est évoquée. Même pour des factions moins notabilisées politiquement, comme la mouvance politique autour de Dieudonné, l'interdiction d'un seul de ses meetings a donné lieu en 2014 à une intense polémique sur la liberté d'expression, polémique à laquelle ont participé non seulement ses partisans d'extrême-droite, mais aussi une partie de la droite républicaine, et de la gauche radicale.

Malgré les rodomontades du Ministre de l'Intérieur devenu premier Ministre, celui qui se targuait d'éradiquer les sites racistes et antisémites d'extrême-droite en est vite revenu à se contenter de poursuivre ceux qu'il qualifie d'« islam radical ». Pour le reste, comme ses prédécesseurs, il s'accommode fort bien de Fdesouche et d'Égalité et Réconciliation, comme d'un foisonnement de sites ouvertement nazis dont les auteurs sont parfaitement connus, et même pas interpellés lorsqu'ils sont condamnés à l'instar de Boris Le Lay ou du négationniste Vincent Reynouard. La puissance de frappe de certains de ces sites leur permet depuis fort longtemps de déclencher des campagnes de haine et de harcèlement contre des individus qui ne sont pas forcément des personnalités publiques et que personne ne défendra, lesquelles campagnes sont d'ailleurs relayées de plus en plus souvent par les médias traditionnels alléchés par l'audience.

Il ne s'agit donc pas de dénoncer un « complot » des élites politiques et culturelles qui laisseraient volontairement faire les terroristes d'extrême-droite. Mais de stratégies politiques, policières, judiciaires, médiatiques, d'intérêts et de logiques souvent différentes et même divergentes, de représentations croisées qui vont finalement globalement dans le même sens, celui de la tolérance et de la minimisation. envers le fascisme armé, lorsqu'il est celui de l'extrême-droite européenne.

Par exemple la forte proportion de policiers eux-même d'extrême-droite joue son rôle quotidien, tout comme la forte proportion d'ex-étudiants en droit parmi les activistes fascistes violents joue le sien devant un juge qui reconnaît en partie un semblable. La peur panique de « braquer » les précieux électeurs du FN et l'habitude de les croire assez bêtes pour changer éventuellement d'avis et de candidat exclus, pour beaucoup de politiques, la moindre prise de risque que constituerait à leurs yeux la dénonciation non pas seulement des actions fascistes armées, mais aussi du contexte de soutien massif au FN dans les urnes qui leur donne des ailes.

Pour quiconque connaît le faisceau de causes multiples qui aboutit à la minimisation objective du danger de l'extrême-droite violente, les thèses du complot n'ont guère d'utilité. Ce dont il s'agit est bien plus profond : l'étiquette « terroriste », appliquée ou non par une société donnée à certaines formations politiques reflète un état de cette même société et une imprégnation plus ou moins grande, un rapport de forces idéologique et pratique précis avec le contenu porté par ces formations.

Le terrorisme est défini en France, juridiquement et politiquement, par la volonté de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur.

Pour ce qui est de l'intimidation et de la terreur, le compte est bon : une partie de la population vit effectivement avec la peur permanente de la violence raciste, dans la plus grande indifférence sociale.

Cette indifférence sociale a été relevée récemment par l'étude d'une entreprise privée de sécurité suisse qui met en lumière des éléments parlants sur le terrorisme néo-nazi en Allemagne : contrairement à d'autres formes de terrorisme, la violence d'extrême-droite n'est par exemple pas l'objet de beaucoup de recherches scientifiques d'ampleur. Les faits existants ne sont donc que rarement reliés entre eux alors même que des facteurs communs relient les agissements des activistes violents de cette mouvance.

Les actes de violence qui touchent par exemple les musulmans sont banalisés : les incendies de mosquées se multiplient, souvent commis la nuit, mais aussi de plus en plus souvent le jour, par des foules qui agissent même à visage découvert, comme on a pu le voir en Corse. Les attaques contre les bidonvilles se multiplient en même temps que les bidonvilles où survivent dans des conditions effroyables, une partie grandissante de la population d'origine immigrée vivant dans ce pays. Là aussi, les manifestations et les pressions légales de l'extrême-droite, c'est à dire autorisées par les autorités côtoient les actes plus violents physiquement

Et c'est cet éventail de terreur déployé contre toute une partie de la population, et sa double dimension, légale et extra-légale qui explique qu'on ne le considère pas comme terroriste : tant que nos sociétés considéreront de fait que la terreur raciste peut être légale et ne pas troubler l'ordre public, bien évidemment, ses dimensions les plus ouvertement violentes seront traitées uniquement comme des abus, de l'ordre du fait divers, de l'excès scandaleux, mais pas signifiant politiquement.

Jusqu'où ira cette logique meurtrière ? En France, possiblement très loin.

Mise à jour du 27 juillet 2016

Le 22 juillet 2016, David Ali Sonboly a abattu neuf personnes avant de se donner la mort dans un centre commercial de Munich. Juste après l'attentat, survenu le jour anniversaire de la tuerie commise par le suprémaciste blanc Breivik à Utoya, les enquêteurs avaient bien souligné la fascination du jeune tueur de Munich pour Breivik.

Mais beaucoup d'analyses immédiates ont mis en avant les origines iraniennes du terroriste de Munich, pour en déduire une « haine de soi », une contradiction inhérente aux « métissés », qui aurait joué un rôle dans la dérive meurtrière du jeune homme. Celui à cause de ses origines n'aurait pas pu être un néo-nazi.

Une analyse évidemment imprégnée des représentations identitaires racistes profondément ancrées dans les esprits en ce moment, justement parce que le racisme est devenu un phénomène massif et impacte la manière de voir les individus dès lors qu'ils sont issus de l'immigration. La thèse selon laquelle Breivik l'aurait fasciné uniquement par l'aspect « tuerie de masse réussie » a donc prédominé au départ.

Mais selon les dernières avancées de l'enquête le jeune tueur était un adorateur d'Adolf Hitler, détestait les Arabes et les Turcs et se pensait « tout simplement » comme doublement aryen, justement à cause de ses origines iraniennes et allemandes. Là dessus il n'était ni plus ni moins absurdemment meurtrier qu'un autre nazi. Car c'est bien le nazisme qui invente l'aryen et

pas une quelconque aryanité qui conditionnerait le nazi.

A Munich, il s'agissait donc bien une nouvelle fois de terrorisme néo-nazi. Moins de deux mois après l'assassinat de Jo Cox, députée anglaise, par un néo-nazi. Moins d'un mois après l'assassinat en Italie d'Emmanuel Chidi Nambi, tué par un jeune suprémaciste blanc en Italie.

Les ravages de plus en plus meurtriers du terrorisme d'extrême-droite sont un fait. A chacun de se demander pourquoi ce n'est pas un Sujet.

Dieudonné, le fond Dutroux.

5 mai 2015

parution initiale:

<http://www.memorial98.org/2015/05/dieudonne-le-fond-dutroux.html>

La défense de la liberté d'expression de Dieudonné a été une cause unificatrice ces dix dernières années. L'extrême-droite n'a pas été la seule à affirmer qu'on avait le droit de tout dire. Tout un pan de la gauche, tout en condamnant les saillies les plus caricaturales du politique néo-nazi, a toujours répété que la loi ne devrait pas sanctionner des paroles. D'autres admettaient une condamnation judiciaire, mais pas les mesures permettant de faire cesser immédiatement des appels réitérés et prévisibles à la haine raciale.

Depuis le lundi 4 mai, sur le site « Quenel Plus » de Dieudonné, s'affiche ce qui est présenté comme un entretien avec Patrice Alègre, actuellement détenu à la centrale de Poissy pour cinq meurtres, une tentative de meurtre et six viols qu'il a reconnus. Dieudonné affirme depuis plusieurs années animer un « atelier » dans cette centrale avec d'autres personnes condamnés pour meurtres et tortures, dont Germain Gaiffe, présenté comme le directeur de publication de Quenel Plus. Depuis quelques semaines, il annonçait son rapprochement avec Patrice Alègre.

Apocryphe ou non, le contenu de cet « entretien » est difficilement soutenable à la lecture. Dans un premier temps, le texte s'attaque à l'enfant en situation de handicap de Laurent Louis, politicien antisémite belge avec lequel Dieudonné s'est récemment brouillé pour une affaire de gros sous liée au lancement d'une entreprise baptisée L'Ananassurance. « Morte née accrochée au fion de sa mère », « cancrelat tout désarticulé », « baignant dans sa pisse et dans ses excréments » sont quelques uns des qualificatifs utilisés. Dans la suite du texte, l'auteur appelle au meurtre à coup de pelle de l'enfant. Dans la suite de l'article, c'est l'assassinat récent d'une petite fille violée qui est évoquée dans des termes tout aussi insoutenables, accompagnés du prénom de l'enfant.

Une partie des antisémites qui commentent ce texte sur le site de Dieudonné, se déclarent choqués. Bien évidemment, quand ceux là disaient qu'on pouvait rire de tout, ils pensaient surtout qu'on pouvait rire des victimes juives du génocide perpétré par les nazis.

Mais la question posée par cet appel au meurtre des enfants en situation de handicap, accompagné d'apologies de viols et de meurtres d'enfants ayant réellement été assassinés, ne met pas seulement en cause la responsabilité des partisans officiels de Dieudonné.

Qu'en pensent celles et ceux, organisations politiques, éditorialistes plus ou moins connus, militants de la « liberté d'expression » et qui défendent une politique qui consisterait à réagir uniquement par la voie judiciaire, au coup par coup, à chaque nouvelle provocation prévisible du néo-nazi ?

Les plaintes déposées contre des vidéos antisémites et racistes publiées par Dieudonné ont mis des semaines, voire des mois à aboutir à leur suppression sur You Tube. Dans l'intervalle, elles avaient été visionnées des centaines de milliers de fois. Il en sera de même pour ce texte si une plainte est déposée. Dans l'intervalle, les droits et les libertés individuelles des enfants nommément visés dans ce texte sont-ils respectés ? Doit-on imposer à la famille d'un enfant assassiné et violé qu'un tel discours public soit disponible ?

Ceux qui répètent depuis des années que sanctionner Dieudonné serait lui faire de la « publicité », sont-ils prêts à défendre le maintien de ce texte, à expliquer aux familles concernées qu'il vaut mieux ne rien faire et ne rien dire ?

Mais si la réponse est négative, alors pourquoi serait-elle positive pour d'autres ? Pour la famille d'Ilan Halimi qui a du supporter une vidéo où Dieudonné parle de profaner le cadavre de leur fils tué ? Pour l'ensemble des survivantEs du génocide commis par les nazis qui doivent supporter depuis des années qu'on les traite de menteurs et de faussaires, qu'un néo-nazi nie l'atrocité de ce que leur ont fait les nazis ?

En 2009, dans une vidéo postée après son invitation au Zénith faite au négationniste Robert Faurisson, Dieudonné disait « C'est nucléaire ce qui vient de se passer. J'ai fait mieux que Fourniret, Dutroux, tous les pédophiles. Pourquoi tu vas te faire chier à violer un enfant. T'invite Robert (Faurisson) chez toi, t'es peinard »...

Evidemment, ceux qui ont défendu sa « liberté d'expression » à ce moment là, n'imaginaient sans doute pas que Dieudonné irait aussi convoquer des tueurs en série ordinaires à sa table pour faire l'apologie de la persécution et du meurtre d'enfants, qui ne soient pas ceux spécifiquement assassinés par les nazis dans le cadre d'un génocide.

Pourtant dès lors qu'on ne nie pas l'évidence, à savoir que Dieudonné est un néo-nazi, son propos actuel est insoutenable mais parfaitement logique. L'élimination des personnes en situation de handicap mental ou physique a été perpétrée par le 3ème Reich. De même, les nazis ont perpétuellement franchi les limites socialement consensuelles concernant ce qui pouvait être fait à des enfants. Dès lors qu'on ne traite pas idéologiquement les personnes juives ou supposées juives différemment du reste de l'humanité, alors il n'y pas de différence de principe entre le contenu de ce texte et d'autres déclarations de Dieudonné et des siens.

En fait c'est l'ensemble de la rhétorique dieudonniste qui est d'inspiration nazie : eux aussi légitimaient les persécutions et les meurtres d'enfants en accusant les Juifs de pépétrer des crimes rituels contre les enfants. Et depuis des années, les réseaux qui s'agitent autour de Dieudonné et ce dernier utilisent la thèse du complot pédophile des « élites mondialisées ». Ils n'hésitent pas dans ce cadre à persécuter nommément des gens en les accusant publiquement de viol ou de meurtre, parfois sur leurs propres enfants.

Si ce texte peut-être considéré comme une forme de « suicide politique », dans la mesure où il l'expose à la réprobation d'une partie même de son public, il est peut-être aussi le fruit d'une stratégie volontaire. Dieudonné ne peut pas ignorer que la présence de contenus à caractère pédophile est légalement passible de la fermeture immédiate du site dans son ensemble, ou du moins de l'impossibilité partielle d'y accéder par le biais des fournisseurs classiques d'accès à Internet.

Cette mesure qui toucherait l'ensemble d'un de ses sites et pas seulement un contenu spécifique présenterait un caractère « inédit ». Dans un moment où divers affrontements internes à l'extrême-droite antisémite lui posent problème, Dieudonné peut espérer qu'une telle mesure ressoude non seulement ses troupes, mais aussi génère une opposition semblable à celle qui a par exemple accompagné l'interdiction d'un seul de ses spectacles à Nantes, après qu'il ait réitéré dans les précédents des appels à mettre des personnes juives dans les chambres à gaz.

En tout état de cause, si Dieudonné n'avait pas été soutenu au nom de la « liberté d'expression » pendant des années, si en lieu et place, l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés au nom des droits du néo-nazi avaient utilisé leur énergie à se mobiliser concrètement contre sa propagande, la situation serait sans doute bien différente. Mais c'est au mieux l'indifférence à l'antisémitisme qui a prévalu, une indifférence bien souvent teintée de sous entendus accusatoires : si Dieudonné était ce qu'il était, c'était un peu la faute de ses victimes qui avaient sur-réagi à ses propos et l'avaient « rendu fou ».

Les mêmes aujourd'hui pensent-ils que des enfants en situation de handicap ou assassinés ont fait quelque chose qui ait fait peser une insoutenable pression sur le néo-nazi ?

NB : Chacun peut aller consulter sur Quenel Plus la prose intégrale dont il est question ici, et dont nous n'avons cité que quelques extraits, et pas les plus insoutenables. Nous avons gardé copie de ce texte au cas où il serait supprimé, mais ne souhaitons pas mettre de lien y renvoyant. Par ailleurs nous sommes bien conscients qu'une des victimes de ses dénonciations est un fasciste tout aussi répugnant que Dieudonné. Nous lui laissons la responsabilité des méthodes dont il éprouve aujourd'hui l'ignominie après les avoir utilisées.

Dieudonné: « La guerre c'est la paix », ET AUTRES SALUTS NAZIS NON-INVERSÉS.

14 décembre 2014

parution initiale:

<http://www.memorial98.org/article-dieudonne-la-guerre-c-est-la-paix-et-autres-saluts-nazis-non-inverses-125209216.html>

Dieudonné banni des médias ? Étrange légende dont la diffusion croît parallèlement à son audience dans les mêmes médias.

Existe-t-il aujourd'hui beaucoup d'hommes politiques, beaucoup de partis qui ont la possibilité d'avoir leur communiqué de presse intégralement repris, sur un sujet qu'ils ont eux-même choisi, et le jour où ils ont choisi d'en parler ?

Dieudonné jouit de ce privilège.

Ainsi il proclame aujourd'hui, par l'intermédiaire de ses avocats qu'il a décidé de « faire la paix » avec un ennemi qu'il a lui même constitué et circonscrit : « certains représentants de la communauté juive » et certaines « associations antiracistes ». Il entend convoquer une séance de négociations sous l'égide du Ministre de l'Intérieur, rien de moins.

Que font les médias face à cette grossière manoeuvre ? Ils publient la nouvelle, et pour certains, comme ITélé, produisent l'intégralité du texte de propagande du politicien. Non contents de lui avoir gracieusement offert une tribune, ils s'en vont benoîtement jouer les émissaires : puisque Dieudonné avait notamment initié une pétition pour la dissolution de la LICRA, ils somment la LICRA de répondre sur la « proposition de paix » de Dieudonné.

Dans cette affaire, ce n'est pas l'attitude de Dieudonné qui est surprenante. Sur le fond, le courrier présenté par ses avocats est la reprise de son discours halluciné habituel : il serait une victime, les Juifs et les antiracistes seraient les bourreaux tout puissants qui s'acharnent sur sa personne et à travers lui, sur la pauvre France. L'antisémitisme explose en France, le racisme également, l'homophobie tout autant, et la mouvance dieudonniste compte parmi les responsables premiers de cette explosion. Mais renverser la réalité est une des caractéristiques premières de la rhétorique raciste et antisémite.

Quant à la raison objective de ce courrier, elle est évidente : Dieudonné lance une nouvelle tournée de spectacles. Or depuis au moins dix ans, jamais sa promotion n'a reposé sur autre chose que le scandale médiatique orchestré par des initiatives immondes mais stratégiquement adaptées au fonctionnement de ces mêmes médias. Après avoir sciemment déclaré souhaiter l'envoi de personnalités publiques dans les chambres à gaz lors des premières représentations de son dernier spectacle, le néonazi pouvait difficilement aller plus loin dans l'ignominie au premier degré, d'autant qu'il avait déjà utilisé l'invitation d'un négationniste connu sur scène lors de sa tournée en 2009. De plus, l'appel au meurtre et l'apologie ouverte du génocide commis par les nazis avaient pour une fois déclenché une réaction des pouvoirs publics, l'interdiction de quelques uns de ces spectacles, qu'il avait d'ailleurs très vite contourné en changeant l'intitulé et en se cantonnant ensuite à un antisémitisme violent, mais banalisé.

Parce qu'il est sans nul doute, un des meilleurs communicants du moment, et sans nul doute aussi aidé et soutenu par d'autres talentueux propageurs de haine, il joue donc une autre

carte, celle du retournement victimaire. Il appelle ça une « quenelle ». Contrairement à ce que disent certains, la quenelle n'est pas un salut nazi inversé : c'est un salut néonazi tout court, et la différence avec le salut nazi classique réside avant tout dans le regard de la société qui le reçoit. Or aujourd'hui, une partie de notre société ne reçoit plus l'antisémitisme comme tel : il lui faut une croix gammée, un appel ouvert à mettre les gens dans les chambres à gaz, une référence appuyée au nazisme historique, pour avoir encore un minimum de réaction.

Il suffit donc au néonazi moderne de se déclarer non antisémite, pour que les médias s'interrogent et en fassent même un événement. Il y a quelques mois à peine, Dieudonné, dans une vidéo, proposait à la mère d'Ilan Halimi, une « rencontre » pour « faire la paix » et dans cette même vidéo, il parlait en riant du cadavre d'Ilan Halimi et de son exhumation éventuelle. Il y a quelques semaines, à peine, Dieudonné diffusait une autre vidéo de quelques dizaines de secondes, tenant des propos négationnistes en présence de son plus jeune fils, un gamin qui n'a même pas dix ans, en comparant la non-existence du père Noël et celle des chambres à gaz. Il y a quinze jours, avec Alain Soral, il prenait prétexte de la création d'un potentiel parti politique pour étaler sa haine antisémite pendant plus d'une heure.

Mais peu importe, il lui suffit de déclarer aujourd'hui vouloir faire la paix avec « la communauté juive » et les « antiracistes » pour éveiller l'intérêt des journalistes, qui trouvent parfaitement normal, dans ces conditions d'aller chercher quelques « représentants juifs » et des « antiracistes » pour les sommer de répondre.

Ce faisant, ils dessinent en filigrane la représentation du monde que Dieudonné souhaite imposer. Celui-ci serait un problème uniquement pour les Juifs et « certains antiracistes », il s'agirait là d'une « guerre » entre deux parties bien identifiées, bien circonscrites, et les médias, chargés d'informer l'ensemble de la société, devraient simplement rendre compte de ce « conflit » entre deux entités.

Et comme chacun le sait, dans les guerres, les deux camps sont toujours un peu responsables, et chacun doit faire des efforts à la table des « négociations ». Monsieur Dieudonné a fait le premier pas, les « Juifs » et les « antiracistes » ne se devraient-ils pas de faire le second ?

L'on voit la puissance de cette représentation du monde proposée par Dieudonné à la réaction hallucinante de la direction de la LICRA : sur la défensive, son président déclare attendre de voir « quelle va être la démarche volontariste de Dieudonné pour reconstruire ce qui a été déconstruit » et comment l'humoriste controversé « compte panser les plaies ». Il s'interroge sur la sincérité de cette « proposition de paix » de la part du comédien .

Il n'y avait qu'une chose à répondre aux journalistes : libre à eux de reproduire les provocations de ce néonazi, libre à nous de n'avoir rien à répondre aux néonazis, seulement à les combattre.

Mais la montée des idéologues fascistes se voit aussi aux signes de peur grandissante qui envahissent ses cibles, persuadées qu'elles sont de ne pas être soutenues par le reste de la population, obsédées par l'idée de déjouer les préjugés à leur égard. L'année dernière, l'interdiction des spectacles de Dieudonné a été combattue comme un remède bien plus mauvais que le mal, même par une partie du camp progressiste. Presque aucune organisation antiraciste n'a osé dire que les déboires d'un néonazi ne la dérangent pas, bien au contraire, il s'est trouvé beaucoup de voix pour dire qu'empêcher l'appel au meurtre des Juifs constituait un énorme problème.

Aujourd'hui, quand Dieudonné agresse et provoque, certaines de ces cibles directes ont donc peur... de passer pour les agresseurs en se défendant, et creusent leur tombe en entrant dans le jeu pervers d'un fasciste.

En réalité, il n'y a pour le moment, pas de guerre contre Dieudonné. Il y a au mieux des restes de résistance passive, comme l'interdiction de quelques uns de ses meetings, après qu'il ait volontairement franchi les bornes au delà desquelles le pouvoir politique était bien obligé d'intervenir. Il y a aussi, le simple respect des lois, notamment en matière de paiement des impôts ou d'amendes prononcées par des juges : celles ci passent pour une action offensive et concertée uniquement parce qu'auparavant, le pouvoir politique n'a pas agi à son égard comme il l'aurait fait vis à vis de n'importe quel contribuable ordinaire. Il y a ça et là, quelques condamnations pour un propos raciste ou antisémite sur 100 prononcés, alors qu'en réalité, la quasi totalité des productions de sa mouvance pourraient tomber sous le coup des lois antiracistes.

En réalité, il est grand temps de mener la guerre contre Dieudonné et ses troupes. Il est grand temps que se forme un camp adverse, celui d'un antiracisme universaliste, unitaire, déterminé, face à un politicien promu par les médias, soutenu par un nombre croissant de personnalités artistiques ou sportives, accueilli par tous les grands réseaux de salles de spectacles privées mais aussi publiques¹, dont les produits sont vendus à la FNAC et dans tous les grands magasins.

1. Dans le Douaisis, son spectacle se tiendra dans une salle dont le propriétaire est la communauté d'agglomération

POUR ILAN HALIMI, AVOIR LA MÉMOIRE LONGUE.

13 février 2016

parution initiale:

<http://www.memorial98.org/2016/02/pour-ilan-halimi-avoir-la-memoire-longue.html>

« Croire qu'ils étaient mus par une idéologie antisémite articulée serait sans doute excessif. Eux aussi, comme pas mal de monde, étaient convaincus, à tort, que tous les juifs sont riches et qu'ils pourraient en tirer gros. Les préjugés de ce genre - avarice des Auvergnats, entêtement des Bretons, etc. - sont monnaie courante. »

Esther Benbassa, « Évitons l'emballement » - 24 Février 2006

Il est des crimes racistes qui ont lieu dans l'indifférence, et c'est déjà grave. Lorsque c'est la gauche qui est indifférente, c'est encore plus grave.

Lors de l'assassinat d'Ilan Halimi, en 2006, il y eut pire que l'indifférence : le déni, la négation obstinée et persistante exprimée par tout un pan de la gauche radicale. Dans les années qui suivirent, le déni ne fut pas seulement un silence, mais au contraire une parole déchaînée et rageuse qui s'attaquait à toutes celles et ceux qui entendaient dénoncer et caractériser le crime antisémite.

Dix ans après la mort d'Ilan, se souvenir n'est pas seulement une question de vérité sur le passé : Ilan Halimi fut la première victime du retour de l'antisémitisme massif et meurtrier qui depuis a frappé à Toulouse et à Paris.

Un antisémitisme devenu banal dans une France où l'humoriste le plus populaire, celui dont les salles furent le plus remplies ces dernières années, Dieudonné, commença son activité politique au sein même de cette gauche radicale. Autour de lui, son principal allié Alain Soral fut membre actif du Parti Communiste et de Ginette Skandrani à Francesco Condemi, en passant par Jean Bricmont, nombre de ses compagnons de route furent aussi longtemps ceux de cette même gauche.

Dix ans après la mort d'Ilan Halimi, se souvenir n'est plus seulement l'affaire de la lutte spécifique contre l'antisémitisme. En réalité, bien que beaucoup s'acharnent à faire croire le contraire, c'est aussi une nécessité contre l'islamophobie et le racisme anti-arabes et anti-noirs. On assiste en effet aujourd'hui à l'expression d'une quasi-unanimité, à gauche comme à droite, pour confondre la montée du djihadisme et de l'intégrisme musulman et la montée de l'antisémitisme en France. Une quasi-unanimité pour oublier qu'en 2006, les principaux vecteurs de l'antisémitisme n'étaient pas de quelconques prêcheurs djihadistes, mais des pans entiers du champ politique français, dont une partie venue de la gauche altermondialiste et radicale, en sus de l'extrême-droite. Daech n'a pas tué Ilan Halimi, Daech ne pouvait pas soutenir Youssouf Fofana à son procès, car Daech n'existait pas en 2009. Dieudonné venu de la gauche antiraciste, lui, était bien là et l'une des avocates de Fofana, Isabelle Coutant Peyre était aussi celle du terroriste Carlos, figure d'un certain « anti-impérialisme », pas du tout inspiré de la lecture du Coran.

En 2006, quand Ilan Halimi meurt, Dieudonné a rejoint officiellement l'extrême-droite depuis à peine deux ans. Auparavant, en 2004, il a été partie prenante d'une liste « antisionis-

te» radicale, Europalistine. Lui qui avait proféré publiquement ses premières sorties ouvertement et violemment antisémites dès le début des années 2000, sera défendu par cette même partie de la gauche, après son sketch antisémite («Israheil») en 2003, dans «On ne peut pas plaire à tout le monde». Même lorsqu'il rejoindra officiellement Alain Soral et Jean-Marie Le Pen, beaucoup d'analyses en feront «une victime du sionisme qui a pété les plombs». Car le milieu des années 2000 est aussi celui de la thématique «antisioniste» à toutes les sauces, même les plus frelatées. Celle aussi de la «liberté d'expression» à tout prix. Ce sont les années, où, dans une partie de la gauche radicale, certes l'on ne peut plus défendre les propos de Dieudonné, mais où l'attaquer serait la marque de celles et ceux qui «font le jeu du système». Dans ces années là et jusqu'à aujourd'hui, chaque maigre initiative contre Dieudonné continuera à être dénoncée comme une atteinte à la liberté d'expression. Même en 2014, lors de l'interdiction à une seule reprise d'un spectacle de Dieudonné, beaucoup d'associations antiracistes, beaucoup d'organisations de gauche éprouveront encore le besoin de marquer leur désaccord.

Et c'est d'abord cette analyse là qui va prédominer concernant Ilan Halimi, le déni, décliné en banalisation et en dépolitisation.

Esther Benbassa n'est pas la seule, en effet, à dire que l'antisémitisme qui a tué Ilan Halimi ne constituerait pas, au fond, la résurgence d'une idéologie politique construite, alimentée par des vecteurs militants conscients et organisés, mais un simple «stéréotype», s'auto-alimentant par on ne sait quelle génération spontanée. Elle n'est pas la seule à écarter l'antisémitisme du champ du combat antiraciste. Nous la citons spécifiquement parce qu'elle considérée comme une spécialiste de gauche de l'antisémitisme. Or, bien évidemment, si l'antisémitisme est, comme elle l'écrit, équivalent aux «préjugés contre les Auvergnats», alors il n'y a pas plus de nécessité à combattre l'un qu'à combattre l'autre. Chacun sait en effet que la vie des Auvergnats, de nos jours, n'est pas plus difficile que celle des Normands.

Et de fait, en 2006 ET dans les années qui vont suivre, on ne trouve pas trace du nom d'Ilan Halimi dans la quasi-totalité des publications et des initiatives antiracistes. Nous l'avons relevé en 2015, dans les suites de la tuerie antisémite de l'Hyper-Cacher.

En 2016, nombreuses sont d'ailleurs les organisations qui prétendent ne jamais avoir rien eu de commun avec quelque antisémitisme de gauche que ce soit, au motif qu'elles n'ont jamais rien dit de scandaleux sur l'assassinat d'Ilan Halimi ; nombreuses sont celles qui aujourd'hui déclarent se rallier à la lutte contre l'antisémitisme, comme si de rien n'était.

Mais justement il n'y a rien eu, et c'est cela l'archive. Ce silence assumé pendant des années et des années sur un crime antisémite atroce, relégué au rang de fait divers, hors du politique. Sur une victime qui n'a jamais eu son portrait ou son nom dans les manifestations antiracistes, jamais été citée dans les analyses sur la montée des actes racistes, jamais fait l'objet d'aucune commémoration. En ne disant rien, avec obstination et persévérance, beaucoup ont tout dit.

Dans le même temps pourtant, on parlait beaucoup d'autre chose. Par exemple de la fausse agression antisémite du RER D, largement commentée, et présentée pendant des années comme la preuve ultime de l'«utilisation de l'antisémitisme» par le pouvoir raciste.

Lorsqu'Ilan Halimi est tué, cette affaire du RER sera d'ailleurs un des principaux arguments censés inciter «à la prudence», c'est à dire à ne pas se mobiliser. Seulement, ce qu'oubliaient celles et ceux qui faisaient de cette non-mobilisation une forme de radicalité contre le pou-

voir, c'est que la police elle-même avait refusé d'envisager la thèse d'un rapt motivé par l'antisémitisme, pendant toute la captivité d'Ilan Halimi.

La thèse du crime «uniquement crapuleux» constitue aussi, au départ la thèse policière, comme le dénonce la mère d'Ilan. Elle accuse les policiers de ne pas avoir tenu suffisamment compte du fait que son fils courait un danger particulier, parce que Juif. Et c'est cette thèse policière là qui sera abondamment reprise dans des milieux de gauche pour se taire et ne rien faire. Une thèse particulièrement absurde et abstraite: si les crimes racistes sont seulement les crimes motivés uniquement et exclusivement par le racisme, alors il n'y en pas beaucoup. Dans ce cas là, on peut exclure Hermann Goering des criminels de masse antisémites puisque le maréchal nazi se préoccupait tout autant de récupérer une fortune en œuvres d'art spoliées à des Juifs que de mettre en œuvre le génocide.

Bien sûr, les assassins d'Ilan Halimi voulaient aussi gagner de l'argent. Mais seuls eux savent, après avoir humilié et torturé à mort un homme sans que le motif financier ait nécessité ce degré de barbarie pour être satisfait, ce qui était déterminant pour eux, dans leur logique meurtrière: l'antisémitisme ou l'argent?

Pour la lutte contre l'antisémitisme, cela n'importait pas. La suite l'a démontré: dans les années qui ont suivi, la contamination de la haine a créé des tueurs et des agresseurs qui n'avaient plus d'autre motif annexe. Seulement la haine du Juif.

Mais à cela aussi, une partie de la gauche radicale avait sa réponse: quand bien même, l'assassinat d'Ilan Halimi aurait été un crime antisémite, l'antiracisme aurait nécessité qu'on n'«en fasse pas trop», car la priorité était d'empêcher que le meurtre soit utilisé par les racistes.

Evidemment, cette préoccupation légitime existait, et existe encore plus aujourd'hui. Les vautours racistes se sont jetés sur la mort d'Ilan d'Halimi dès que l'affaire a été connue, et plus encore pendant les deux procès. Nous l'avons dénoncé, sans que cela nous empêche de combattre en même temps l'antisémitisme, d'où qu'il vienne.

Effectivement, dès lors qu'un meurtre ou une agression antisémite est commise par des individus issus de l'immigration ou/et de culture musulmane, la meute raciste se jette sur l'occasion pour dire que c'est cette origine et cette religion qui sont la cause du meurtre et sa cause unique.

Mais de manière tout aussi évidente, combattre le racisme inhérent à cette thèse, c'est se mobiliser contre l'antisémitisme en montrant qu'il ne tient pas à l'origine des bourreaux.

Il n'y avait rien de plus simple concernant l'affaire Ilan Halimi et ses protagonistes: ils n'étaient pas tous issus de l'immigration, pas tous musulmans. Mais tous avaient grandi et vécu en France. Et en cette année 2006, où le flirt politique entre la mouvance antisémite menée par Dieudonné et le Front National éclatait au grand jour, il n'était pas bien difficile de faire le lien entre les racistes et les antisémites. Une partie de la gauche a choisi de reprendre les thèses essentialistes et identitaires, en prétendant que défendre la mémoire d'Ilan Halimi, c'était attaquer l'antiracisme.

Pour Memorial 98, cet argument infâme cependant, n'était certes pas la marque d'un «nouvel» antisémitisme venu d'ailleurs. Notre collectif est né en 1998, porté par des militantes qui avaient assisté à l'accueil chaleureux de l'Abbé Pierre à l'église Saint Bernard par nombre d'associations et de partis de gauche, deux ans après son soutien au négationniste

Roger Garaudy. L'injonction du silence devant l'antisémitisme dans notre propre camp, nous la connaissons donc bien.

Nous connaissons aussi les cycles du déni et ceux de l'unanimisme tronqué et hypocrite. Nous avons, pour certains, commencé à militer au milieu des années 1990, quand certains protagonistes de l'affaire Vieille Taupe et du soutien au négationniste Robert Faurisson étaient revenus sur la scène des mobilisations, en se proclamant « libertaires et d'ultra-gauche contre le négationnisme ». A cette époque, nous n'avions pas tous les outils pour saisir le mensonge qui nous était servi. On voulait dissimuler le fait que l'antisémitisme de gauche qui avait conduit à la collusion avec Robert Faurisson n'était pas le fait d'une « tromperie » du négationniste ou de la dérive de quelques individus mais bien un problème de fond. Et l'Histoire s'est alors bien répétée comme une tragédie aux fausses allures de farce : Dieu-donné et Alain Soral, issus tous deux de la gauche, ont contaminé par leur propagande des millions de personnes, construisant un mouvement néo-nazi puissant, en ayant puisé leurs premières forces dans notre camp. Et à cause d'eux, Faurisson a pu être applaudi sur la scène du Zénith, dès 2008.

Memorial 98 ne combat pas seulement pour préserver la mémoire du passé, mais aussi et surtout pour le futur, qui a besoin de cette mémoire pour ne pas répéter les mêmes atrocités.

Dix ans après l'assassinat d'Ilan Halimi, son nom est désormais prononcé dans la gauche radicale. Prononcé et même pleuré, si l'on s'en tient aux apparences. Dix ans après l'assassinat d'Ilan Halimi, la dénonciation formelle de l'antisémitisme semble faire l'unanimité dans cette gauche.

Forcément, puisque nul ne peut plus dire, après les victimes de Toulouse, après celles de l'Hypercacher, que l'antisémitisme n'est qu'un « préjugé » diffus, et n'ayant rien à voir avec les autres racismes meurtriers. Personne ne peut plus dire, en France, que les personnes d'origine juive n'ont pas plus de problèmes que les Auvergnats.

Mais reconnaître les faits, parce qu'ils sont désespérément têtus, ce n'est pas forcément les combattre. C'est une chose de se réveiller après une bataille perdue, c'en est une autre de faire comme si on n'avait jamais dormi, ou pire combattu dans le camp adverse.

Aujourd'hui, il est trop tard pour ajouter brusquement et sans explications, le nom d'Ilan Halimi aux victimes du racisme que l'on commémore dans la gauche radicale. Dans notre camp, la seule commémoration honnête et constructive consisterait à expliquer pourquoi cela n'a pas été fait avant, ainsi qu'à reconnaître son silence, d'abord, et les mots et les actes insupportables, ensuite.

Il n'est pas nécessaire d'ailleurs, de remonter dix ans en arrière pour en trouver trace. Il y a encore moins de deux ans, en juin 2014, lorsque la mort de Clément Méric a été commémorée par une manifestation à laquelle nous avons participé, le mot antisémitisme ne figurait même pas dans l'appel unitaire, ce qui nous avait amenés à faire en plus, notre propre appel, qui rendait explicitement hommage à Ilan Halimi. Ainsi, plusieurs mois après la tuerie de Toulouse et du Musée juif de Bruxelles, voici ce que devait supporter un collectif de lutte contre le racisme ET l'antisémitisme. Il fallait signer un appel à la mémoire d'un jeune militant assassiné par l'extrême-droite, parce que le front antiraciste est évidemment nécessaire dans ces circonstances, et en même temps, être seuls à rappeler dans cette mobilisation, la mémoire d'une autre victime du racisme. Pendant qu'en tête de cortège, et après un meurtre commis par des néo-nazis, une des banderoles proclamait comme priorité « la

lutte contre le sionisme».

Du passé faire table rase, ce n'est pas juste pousser la saleté sous le tapis, mais travailler à détruire les fondations de la haine raciste, même au sein du camp progressiste. Et ces fondations là ne se baladent pas dans l'éther de la pensée, elles engagent aussi celles et ceux qui, pendant des années, les ont construites.

Commémorer la mort d'Ilan Halimi, dix ans, après, c'est d'abord réfléchir à ce qui l'a rendue possible, à ce qui pourra empêcher d'autres morts. C'est comprendre comment de jeunes prolos, ont pu en plein cœur des années 2000, en France, assassiner un autre jeune homme parce qu'il était Juif, au nom d'idées qui auraient pu être au mot près celle d'un jeune nazi des années 30.

Commémorer, c'est reconnaître l'horreur: le fait que la mort atroce d'Ilan Halimi, bien loin de conduire à la répulsion devant les idées antisémites, a au contraire été suivie d'une décennie qui les a vu exploser.

Commémorer c'est comprendre l'horreur pour ne plus la répéter: l'horreur pour notre camp progressiste, que d'aucuns veulent oublier aujourd'hui en se réfugiant derrière la thèse d'un antisémitisme uniquement « islamiste », c'est que le principal vecteur politique de l'antisémitisme français ces dix dernières années, a été une mouvance politique composite, dont les leaders n'étaient pas issus d'un groupe néo-nazi, mais dérivait en partie de la gauche antiraciste.

Commémorer la mort d'Ilan Halimi, aujourd'hui, pour le camp antiraciste, c'est se souvenir, que le même Dieudonné qui appelle dans ses vidéos à déterrer et à profaner le corps d'Ilan, fut un compagnon de route presque incontesté pendant des années, et même après des déclarations antisémites sans ambiguïté.

Commémorer, c'est prendre nos responsabilités de militants antiracistes. Nous prenons et disons la nôtre: malgré tous nos efforts, nous n'avons pas réussi à freiner l'antisémitisme dans notre propre camp. Ce n'était pas une option, c'était un impératif et une de nos raisons d'être, et nous mesurons tout le poids de cet échec.

Nous ne voulons pas le revivre, et commémorer c'est avant tout continuer la lutte. Contre l'antisémitisme d'où qu'il vienne, avec une responsabilité particulière lorsqu'il vient de notre propre camp. Il s'agit pour en extirper les racines, de les rendre visibles, surtout dans les moments où certains, en jetant quelques fleurs sur la tombe d'une victime décédée une décennie auparavant, voudraient à bon compte faire oublier leurs crachats passés.

Cette brochure réunit des articles parus sur les sites de
Memorial 98, Opération Poulpe et Info Antiraciste.
Éditée par Lignes de Crêtes.

www.lignes-de-cretes.org

